

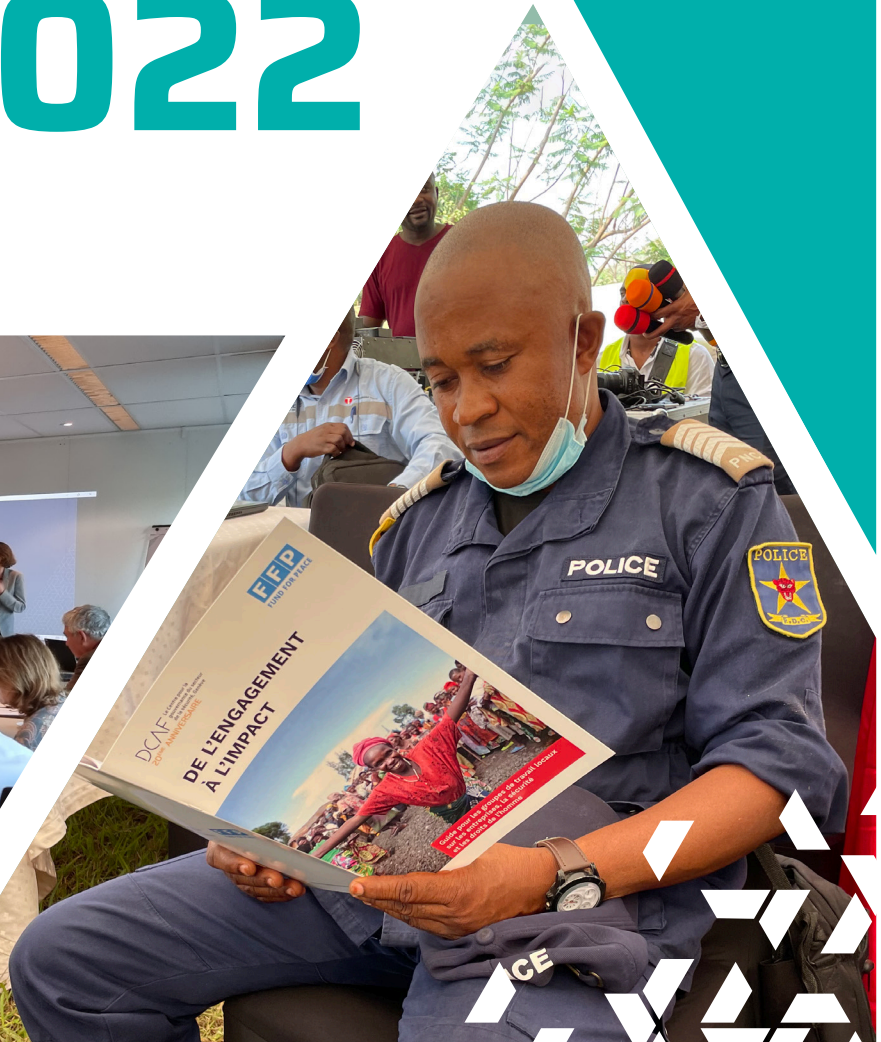
DCAF Le Centre pour la
gouvernance du secteur
de la sécurité, Genève



Renforcer la sécurité
des citoyens au moyen
de services de sécurité
et de justice efficaces
et responsables.

Rapport annuel

2022



MERCI

Nous exprimons toute notre reconnaissance pour leur soutien et leur confiance à nos principaux bailleurs de fonds et généreux donateurs sans lesquels le DCAF ne pourrait accomplir sa mission.



Table des matières

2 Avant-propos

5 À propos du DCAF

6 Renforcer la gouvernance démocratique à travers un meilleur contrôle parlementaire

8 Améliorer la gestion et la prestation de services des institutions de sécurité

11 Appliquer le principe de l'égalité des genres dans les politiques et les pratiques

15 Aider à la consolidation de la paix

19 Renforcer la capacité des pays partenaires

23 Encourager un débat public inclusif sur la sécurité

27 Consolider le rôle des organes de contrôle

30 Favoriser la coopération et la transmission des connaissances

33 Encourager les entreprises à adopter un comportement responsable

37 Renforcer les capacités des organisations multilatérales

41 Ressources et gouvernance

ACTEURS DE CHANGEMENT

DE LA THÉORIE À LA PRATIQUE



Avant-propos



En tant que Directrice du DCAF depuis mars 2023, je suis ravie de prendre la tête d'une organisation renommée dans le monde entier pour son impartialité et son excellence, fruit de plus de 20 ans au service du renforcement de la sécurité des personnes. Bien que la responsabilité et l'efficacité des secteurs de la justice et de la sécurité aient toujours été au cœur de nos actions, aujourd'hui ces valeurs semblent plus importantes et nécessaires que jamais.

L'année 2022 a été marquée par le retour de la guerre en Europe, qui a eu des répercussions dans le monde entier. L'agression contre l'Ukraine a causé des souffrances et des pertes en vies humaines, le déplacement de millions de personnes, la destruction d'infrastructures essentielles et des violations des droits humains et du droit international humanitaire. Très peu de temps après la pandémie de COVID-19, cette nouvelle

crise sécuritaire et économique impactera inévitablement l'élaboration de la politique étrangère en Europe et en dehors. On constate déjà une nette augmentation des dépenses militaires, signe d'un revirement politique majeur, d'une redéfinition des priorités et d'une attention politique recentrée sur le territoire européen.

Le monde est actuellement confronté à de multiples crises simultanées et il est difficile de prévoir leur issue. La croissance de l'instabilité politique dans le monde et l'augmentation du nombre de personnes vivant dans une situation d'extrême pauvreté, en particulier dans des régions fragiles ou gravement touchées par des conflits, ont mis en évidence la nécessité d'un secteur de la sécurité renforcé. Dans le même temps, le monde est le théâtre d'une polarisation croissante et de la mise en place de politiques de sécurité de plus en plus isolationnistes. Ces développements peuvent avoir des conséquences néfastes sur la démocratie, car ils peuvent conduire certains pays à s'éloigner des règles et normes internationales en matière de gouvernance du secteur de la sécurité au profit d'alternatives qui ne mettent pas nécessairement l'accent sur le contrôle et l'équilibre des pouvoirs. C'est pourquoi il est plus important que jamais de mettre en place une approche centrée sur les personnes et de favoriser une relation de confiance entre les citoyens et les institutions étatiques. Pour y parvenir, il est essentiel de permettre aux médias et à la société civile de jouer un rôle majeur dans le contrôle de la sécurité et de demander aux forces de sécurité et aux institutions de rendre compte de leurs actions.

Il est donc crucial de maintenir un engagement constant en faveur de la gouvernance et de la réforme du secteur de la sécurité (GSS/RSS), non seulement à l'échelle mondiale, mais aussi dans toutes les régions du monde. En effet, la responsabilité et l'efficacité des secteurs de la justice et de la sécurité sont les fondements de la paix et du développement durable. Et une chose est sûre : un climat de peur et de violence ne peut donner lieu à aucun développement.

Les activités du DCAF visent à garantir l'inclusion de tous. Dans le cadre de l'objectif 16 du Programme de développement durable à l'horizon 2030, qui vise à favoriser l'émergence de sociétés pacifiques et inclusives, nous proposons des travaux de recherche et fournissons des orientations sur les liens étroits entre sécurité et développement durable.

Si la mise en œuvre des processus de gouvernance et de réforme du secteur de la sécurité se veut nationale, son principe est universel. De nos jours, de nombreux pays du Sud ont acquis une expérience considérable et disposent d'excellents exemples de bonnes pratiques éprouvées qu'ils sont prêts à partager.

Il faut du temps pour progresser dans ces secteurs essentiels. Cela peut prendre des années, voire des décennies pour réussir à renforcer l'État de droit et mettre en place des mécanismes de contrôle démocratique. Malgré les revers provoqués par le changement climatique, la pandémie mondiale du COVID-19, la récession économique et le retour de la guerre sur le continent européen, nos partenaires ont redoublé d'efforts en 2022, ce qui s'est traduit par des résultats concrets et des approches innovantes. Nous présentons dans ce rapport une partie de ces résultats, et une sélection de portraits d'« acteurs de changement » en matière de GSS/RSS, qui, tant sur le plan théorique que pratique, contribuent à améliorer la sécurité des personnes et des États au moyen d'approches inclusives et participatives. J'espère que vous aurez plaisir à les rencontrer et à découvrir comment leur engagement apporte un véritable changement à long terme pour les populations locales. Pour le DCAF, il est en effet essentiel que les processus relatifs à la gouvernance et à la réforme du secteur de la sécurité soient adaptés à la situation, et que leur prise en main et leur mise en œuvre se fassent au niveau local.

Le DCAF poursuivra ses efforts de soutien à la réforme du secteur de la sécurité dans toute la région du Sahel et de l'Afrique subsaharienne, et s'efforcera de renforcer la résilience au Liban et la consolidation de la paix au Yémen, au Soudan et en Libye. Nous donnerons également la priorité à la gouvernance du secteur de la sécurité en Ukraine, Moldavie et dans d'autres pays directement touchés par la guerre qui sévit en Europe. S'appuyant sur une étude sur la sécurité climatique réalisée dans plusieurs pays, nous affinerons nos recherches sur l'impact de la crise climatique sur le rôle des acteurs du secteur de la sécurité et de la gouvernance, ainsi que sur les solutions qu'ils peuvent mettre en œuvre pour y faire face. Dans tous nos projets, nous continuerons à faire une priorité de l'égalité des genres. Par le biais de l'Initiative Elsie pour la participation des femmes aux opérations de paix, nous œuvrons en faveur d'une plus grande représentation et de plus grandes responsabilités confiées aux femmes au sein des institutions nationales de sécurité et des missions de maintien de la paix des Nations Unies. En janvier 2023, élue à un siège de membre non permanent, la Suisse a entamé un mandat de deux ans au Conseil de sécurité de l'ONU et nous sommes fiers, en tant qu'organisation, d'être considérés comme l'une des pierres angulaires de l'action de la Suisse dans le domaine de la GSS/RSS. Surtout, le DCAF continuera à rassembler une large gamme d'acteurs étatiques et non étatiques, d'entreprises et de donateurs, pour garantir la cohérence et l'efficacité du soutien et de l'engagement en faveur de la bonne gouvernance dans le secteur de la sécurité.

Bien évidemment, rien de tout cela ne serait possible sans la confiance de nos partenaires et le soutien de nos donateurs. Nous tenons à exprimer toute notre gratitude à nos nombreux et généreux donateurs, et en particulier à nos principaux bailleurs de fonds, la Suisse, le Liechtenstein et la Suède, qui nous ont accordé leur confiance et leur soutien pour évoluer, innover et répondre à de nouveaux besoins. Nous sommes également ravis d'annoncer que la Finlande a rejoint le cercle de nos principaux bailleurs de fonds début 2023.

En conclusion, nous tenons à exprimer notre gratitude envers tous les employés du DCAF à Genève et dans nos 14 bureaux locaux dans le monde entier. Leur expertise, leur dévouement et leur travail acharné sont à l'origine de tout ce que nous avons accompli, et nous sommes profondément reconnaissants envers eux. En tant que nouvelle directrice du DCAF, je suis fière de rejoindre cette équipe et de mener notre organisation vers un avenir durable.



Nathalie Chuard,
Ambassadrice
Directrice

Avril 2023

22

années d'existence

54%

de femmes

27%

dans les bureaux locaux

Conseil de fondation de

54

membres

219

employés

Actif dans plus de

67

pays

DCAF

en

2022

Revenu de

33

millions de CHF en 2022

14

bureaux locaux

247

activités d'apprentissage

158

outils de connaissance

Traductions en

21

langues

Plus de

9000

personnes formées

Présence en ligne de plus de

46000

followers

NOS PRINCIPES

Appropriation locale

Les besoins de nos partenaires et des populations sont toujours au centre de nos préoccupations.

Contrôle démocratique

Toute bonne gouvernance a pour socle l'État de droit.

Droits humains

Ils sont au cœur de notre action, au même titre que l'égalité des genres.

Impartialité

Nous défendons la démocratie sans jamais prendre parti sur le plan politique.

LE DCAF ŒUVRE AU RENFORCEMENT DE LA SÉCURITÉ DES CITOYENS EN FAVORISANT DES SERVICES DE SÉCURITÉ ET DE JUSTICE EFFICACES ET RESPONSABLES.

Après plus de 22 années à soutenir les processus de réforme dans plus de 80 pays, le DCAF est aujourd'hui reconnu comme un expert de premier plan dans la gouvernance et la réforme du secteur de la sécurité. Chacune de nos actions obéit aux principes d'impartialité, d'appropriation locale, de participation inclusive et d'égalité des genres. Ces valeurs font notre force et nous sommes sollicités par une diversité d'acteurs, tant étatiques que non étatiques, pour les accompagner dans des processus de réforme complexes et durables. En étroite collaboration avec nos partenaires, nous réalisons des analyses, des évaluations et des études qui permettent d'élaborer des processus de réforme durables et efficaces, tout en veillant à ce que chaque pays conserve la maîtrise de ces processus.

Nous utilisons des méthodes innovantes pour identifier les besoins et les lacunes, élaborer des stratégies et des politiques concrètes, concevoir et mettre en œuvre des programmes de réforme, développer des formations et faciliter la coordination entre acteurs nationaux et internationaux.

Nous conjuguons travaux de recherche innovants, services consultatifs et appui en matière de programmation afin que les politiques et les pratiques se renforcent mutuellement.

Nous encourageons la coopération et les processus multipartites réunissant les bénéficiaires, les donateurs, les secteurs public et privé, ainsi que les acteurs étatiques et non étatiques, afin de maximiser l'efficacité de l'aide au développement.

Nous nous employons à innover et à partager librement les connaissances et l'expérience accumulées avec nos partenaires nationaux et la communauté internationale afin d'éclairer l'élaboration de politiques et les bonnes pratiques à tous les niveaux.

Réactifs et polyvalents, nous sommes en mesure de mobiliser au plus vite le soutien de politiques et de donateurs pour répondre rapidement et efficacement aux besoins urgents de nos partenaires.

NOS ACTIVITÉS

Appui aux partenaires nationaux

Nous aidons nos partenaires nationaux à élaborer et mettre en œuvre des réformes au niveau local dans le but de renforcer l'efficacité et la responsabilisation en matière de prestation de services de sécurité et de justice.

Aide aux acteurs internationaux

Nous aidons les pays donateurs et les organisations multilatérales partenaires à élaborer et mettre en œuvre leurs politiques et programmes d'appui à la GSS/RSS.

Aide à l'élaboration d'une stratégie internationale

Nous contribuons à l'élaboration de normes, règles et bonnes pratiques en matière de GSS/RSS.





RENFORCER LA GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE À TRAVERS UN MEILLEUR CONTRÔLE PARLEMENTAIRE

En tant que représentants du peuple, les parlementaires ont la responsabilité de garantir que le secteur de la sécurité, qui est d'une grande complexité, respecte l'État de droit et les droits humains, et qu'il soit transparent et responsable. Le DCAF aide les organes parlementaires à créer et mettre en place des cadres juridiques et réglementaires qui servent de contre-pouvoir en matière d'élaboration et de gestion des politiques et des institutions de sécurité. Conçus pour répondre aux besoins de tous les citoyens sans distinction aucune, ces cadres fixent des limites aux forces de sécurité, tout en mettant en place des mécanismes de responsabilité pour leurs actions.

L'ESSENTIEL

Grâce à l'expertise du DCAF, la Commission permanente de défense et de sécurité de l'Assemblée nationale de la République d'Arménie a supervisé les travaux préparatoires de la restructuration du principal service de renseignement du pays. Elle a également examiné et adopté des textes législatifs prévoyant la création d'un Service de renseignement extérieur distinct et d'un ministère de l'Intérieur. Ces mesures contribueront à renforcer la responsabilité du secteur de la sécurité.

Le DCAF a évalué la conformité du Projet de loi ukrainien sur la protection des informations classées secrètes avec les normes et principes établis dans des lois similaires des pays de l'Alliance euro-atlantique. Suite à nos recommandations, le projet a été modifié de manière à inclure plusieurs éléments relatifs à la protection des informations classées secrètes. Toutefois, en raison de la guerre qui se poursuit, l'adoption de la loi a été suspendue.

Cette collaboration fructueuse a fortement aidé les parlementaires de la République de Moldavie à mieux cerner le processus de gouvernance démocratique du secteur de la sécurité, ce qui s'est traduit par une plus grande efficacité des capacités de contrôle parlementaire de la Commission.

Lilian Carp

Président de la Commission de la sécurité nationale, de la défense et de l'ordre public
République de Moldavie

Au Niger, nous avons accompagné le ministère de la Défense nationale tout au long d'un processus de plusieurs années visant à compiler l'ensemble des textes de loi régissant le secteur de la sécurité intérieure. Une première étape cruciale a consisté à déceler les lacunes et à fournir des recommandations, ainsi que fournir une expertise et un appui dans la rédaction de nouveaux textes de loi. Après ce travail de longue haleine, le Conseil des ministres national a adopté en 2022 une nouvelle loi sur la sécurité intérieure et cinq nouveaux décrets à l'intention du secteur de la sécurité et de la défense, dont un portant sur la réorganisation du ministère de la Défense nationale et un autre établissant le règlement disciplinaire des forces armées.

Sur la recommandation du DCAF, la structure organisationnelle du Parlement de **Macédoine du Nord** a été modifiée pour exiger que les collaborateurs des commissions chargées du contrôle des institutions de défense, de sécurité et de renseignement disposent d'une habilitation de sécurité valide. Cette mesure permet de garantir que les attributions de ces collaborateurs, et le traitement des informations classées secrètes, sont conformes aux normes internationales.

DOCUMENTS D'ANALYSE SUR LA RSS

Participation des parlements à la promotion de la GSS/RSS et aux Objectifs de développement durable (en anglais uniquement)



TEMPS FORT

AMÉLIORER LE CONTRÔLE PAR LE GOUVERNEMENT DES FORCES ARMÉES DE MADAGASCAR

Depuis 2016, nous accompagnons le processus de réforme du secteur de la sécurité à Madagascar en fournissant des conseils et une assistance technique. Pour renforcer la confiance des citoyens dans les services de sécurité, nous avons mis en place plusieurs initiatives telles que l'amélioration des mécanismes de contrôle interne, l'intégration des normes internationales sur la police de proximité dans les cursus des écoles de police et de gendarmerie, ainsi que la promotion d'une culture d'intégrité au sein de la gendarmerie et des forces de police nationales.

En 2022, nous avons lancé un nouveau projet visant à soutenir la mise en place d'un système de contrôle interne durable et efficace au sein du ministère de la Défense. De hauts fonctionnaires et des décideurs du ministère ont donné le coup d'envoi de ce projet dans le cadre d'un premier atelier pour discuter de la manière d'améliorer l'efficacité des inspections de contrôle, de la création d'une cohorte d'experts internes en matière de contrôle de la défense et d'un ensemble de lignes directrices et de procédures pour le ministère.



Réunion de hauts responsables du ministère de la Défense de Madagascar afin d'entamer le processus d'élaboration d'un nouveau système de contrôle interne destiné aux fonctionnaires ministériels. Photo : DCAF



AMÉLIORER LA GESTION ET LA PRESTATION DE SERVICES DES INSTITUTIONS DE SÉCURITÉ

L'absence de contrôle démocratique des institutions de sécurité entrave le développement et favorise la violence politique, en particulier dans des États fragiles ou touchés par des conflits. Pour parvenir à la paix et au développement durable, il conviendrait que les institutions de sécurité agissent comme des prestataires de services publics, de manière responsable et efficace. Le DCAF aide les gouvernements et les institutions à adopter des politiques et des pratiques qui favorisent une bonne gestion des services de sécurité et qui s'assurent que les acteurs du secteur de la sécurité s'acquittent de leurs fonctions dans le respect des normes internationales. Si chaque pays ou institution est unique, le processus de réforme repose toujours sur les mêmes éléments. Il exige tout d'abord des législations, des politiques et des cadres réglementaires non discriminatoires confortés par des mécanismes institutionnels de contrôle et de responsabilisation. Il s'agit également de favoriser la connaissance et le respect de l'État de droit, des droits humains et de l'égalité des genres au sein de la police, des forces armées et d'autres acteurs du secteur de la sécurité.

Je suis reconnaissant envers le DCAF pour m'avoir appris à mieux comprendre et analyser correctement les statistiques pénitentiaires, cela me permettra de contribuer à une meilleure planification stratégique du système pénitentiaire.

Fethi Ouechtati

Inspecteur général, Direction générale des prisons et de la rééducation
Ministère de la Justice tunisien



ANALYSE

Cadre pour garantir une bonne gouvernance du recours à la force par la police (en anglais uniquement)



L'ESSENTIEL

Un nombre sans précédent de hauts fonctionnaires a participé à l'édition 2022 de la Conférence annuelle d'examen des réformes du secteur du renseignement et de la sécurité de **Macédoine du Nord**. Le débat public organisé par le DCAF a réuni le président et les membres du parlement, les ministres de l'Intérieur et de la Défense, deux directeurs du renseignement et un procureur général. Un compte rendu de 10 minutes de la conférence a ensuite été diffusé à la télévision à une heure de grande écoute, ainsi qu'une interview de 30 minutes du directeur de l'agence de renseignement de Macédoine du Nord – une première dans ce pays et un signe manifeste de l'adhésion du gouvernement au principe de responsabilisation.

Grâce à l'appui offert à la Haute autorité de lutte contre la corruption et les infractions assimilées et à l'Agence de régulation des marchés publics du **Niger**, le DCAF a contribué à accroître la responsabilisation dans le domaine crucial de la finance et de la gestion des ressources des institutions de sécurité. Nos ateliers et formations ont permis d'aborder la question de la transparence en tant qu'enjeu politique, ce qui a permis d'établir et/ou de renforcer la coopération entre institutions de contrôle interne et externe.

Depuis 2020, nous soutenons le processus de modernisation de la Police nationale du **Honduras** (PNH) en accordant une attention particulière à l'usage approprié de la force de manière à accroître la confiance des citoyens dans les services de police. En s'appuyant sur les avis et les compétences du DCAF sur les modèles et les normes internationales, la PNH a créé son propre modèle en matière de recours à la force, le premier en plus de vingt ans. Ce modèle a été utilisé pour la gestion des manifestations par les forces de police lors de la passation de pouvoirs qui a eu lieu au lendemain des élections de début 2022.

Sur la base de conseils et d'un encadrement à long terme du DCAF, une partie des services du renseignement de la **Macédoine du Nord** a entrepris d'améliorer les mécanismes financiers, juridiques et de contrôle internes, ce qui réduira considérablement les possibilités de corruption et d'utilisation abusive des fonds publics et des pouvoirs spéciaux.

Les services de maintien de l'ordre de l'**Albanie**, de la **Bosnie-Herzégovine** et de la **Macédoine du Nord** ont bénéficié de notre soutien constant dans l'élaboration de Plans d'intégrité destinés à lutter contre la corruption et à renforcer l'intégrité. En 2022, le ministère de l'Intérieur et la police d'État de l'Albanie ont achevé ou révisé leurs plans d'intégrité et élaboré des stratégies de suivi et d'évaluation pour leur mise en œuvre.

Les Délégués à la protection de l'enfance, partenaires du DCAF dans le cadre de précédents programmes de contrôle des conditions de détention en **Tunisie**, ont indiqué que notre soutien aux réformes du système de justice pour mineurs avait contribué à accroître l'utilisation d'alternatives à la détention, ainsi qu'à renforcer les garanties de protection des enfants dans les lieux de privation de liberté.

Le DCAF a aidé la Police fédérale **éthiopienne** à formuler ses premières orientations stratégiques en vue de la création d'un service de criminalistique permettant de garantir l'utilisation de méthodes scientifiques dans le cadre d'enquêtes de police.

Suite à une évaluation des besoins en matière de cybersécurité réalisée par le DCAF, le ministère de l'Intérieur de la **Macédoine du Nord** a entrepris de créer une équipe d'intervention en cas d'urgence informatique afin de protéger le réseau du ministère.

TEMPS FORT

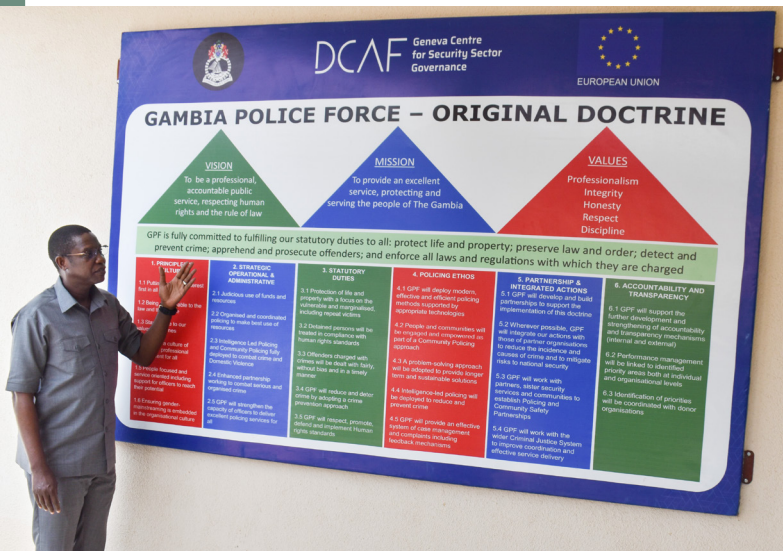
UNE NOUVELLE APPROCHE DU MAINTIEN DE L'ORDRE EN GAMBIE

Depuis 2017, la Gambie a entrepris un processus de réforme du secteur de la sécurité, qui a abouti à plusieurs étapes importantes. La première Politique de sécurité nationale du pays a vu le jour en 2019, suivie de l'adoption en 2020 d'une Stratégie de sécurité nationale et d'une Stratégie de réforme du secteur de la sécurité. Le DCAF a accompagné la Gambie tout au long du processus de réforme, en soutenant une série de réformes.

Le DCAF a notamment aidé les Forces de police gambiennes (FPG) à élaborer leur toute première Doctrine d'action policière, qui propose une nouvelle vision du maintien de l'ordre en tenant compte de normes internationales telles que la formation continue, le maintien de l'ordre fondé sur le renseignement et l'intégration systématique de la perspective du genre.

En 2022, cette doctrine a été officiellement adoptée par la direction des FPG. Elle figure désormais au programme de formation de base des forces de police et a été intégrée dans plusieurs outils et manuels sur la sécurité élaborés par les autorités nationales. Pour promouvoir l'adoption de la doctrine, Abdoulie Sanyang, inspecteur général des FPG, a entamé une tournée nationale pour la présenter en personne à des officiers supérieurs dans plusieurs commissariats de police. Ce soutien

de haut niveau témoigne de l'engagement résolu en faveur d'une nouvelle approche du maintien de l'ordre en Gambie. Ce soutien a notamment été illustré lorsque le Président de la Gambie, Adama Barrow, a mentionné les réformes et le soutien du DCAF dans son Discours sur l'état de la nation de 2022.



Abdoulie Sanyang, inspecteur général des Forces de police de la Gambie, s'est rendu dans différents commissariats de police du pays pour présenter en personne aux officiers supérieurs la vision et les normes de la toute première Doctrine d'action policière du pays. Photo : DCAF.



APPLIQUER LE PRINCIPE DE L'ÉGALITÉ DES GENRES DANS LES POLITIQUES ET LES PRATIQUES

Intégrer la perspective de genre à tous les niveaux de la réglementation et des activités du secteur de la sécurité permet de mieux répondre aux besoins de la population et créer des conditions propices à la paix et au développement durable. Le DCAF fournit des conseils d'experts et un large éventail d'informations factuelles pour enrichir les débats sur les politiques relatives à la GSS/RSS et promouvoir les meilleures pratiques en matière d'égalité des genres dans toutes les institutions du secteur de la sécurité.

SÉRIE DE NOTES D'INFORMATION

Opportunités pour les femmes dans le maintien de la paix



Les formations proposées par le DCAF dans le domaine du développement professionnel ont permis à des représentants d'institutions du secteur de la sécurité de travailler en collaboration, ce qui ne s'était jamais fait auparavant. Cette collaboration nous permet de mieux cerner les problématiques similaires auxquelles nous sommes tous confrontés en matière d'égalité des genres.

Représentant du ministère de la Défense
Géorgie

L'ESSENTIEL

Lors de l'édition 2022 de la Conférence de l'OSCE sur la dimension humaine, nous avons organisé un événement parallèle au cours duquel la directrice adjointe de l'agence de renseignement de **Macédoine du Nord** a parlé de l'impact de notre *Boîte à outils sur le genre et la sécurité* sur elle-même et sur l'institution qu'elle dirige. Cette publication l'a incitée à veiller à ce qu'un plus grand nombre de femmes soient nommées à des postes de direction, augmentant ainsi la représentation des femmes de 28% à 45% depuis son entrée en fonction. Elle a également créé un réseau de collègues femmes pour améliorer l'intégration de la dimension de genre au sein de l'agence.

Le DCAF a dispensé le tout premier cours sur le leadership des femmes à l'Académie de police **éthiopienne** et aidé l'établissement à réaliser son premier audit sur l'égalité des genres. Au lendemain de cette formation, les hauts responsables de la police se sont fermement engagés à mettre davantage l'accent sur l'égalité des genres, à adopter un Plan d'action en faveur de l'égalité des genres et à affecter davantage de ressources au département de l'académie chargé des questions de genre pour soutenir sa mise en œuvre.

Un consortium de 16 organisations de la société civile a travaillé en collaboration avec le DCAF et notre partenaire local, Adala, à la création d'un indicateur et d'un cadre de suivi permettant de mesurer régulièrement la perception du public vis-à-vis des mesures prises pour lutter contre les violences faites aux femmes à tous les niveaux du dispositif pénal du **Maroc**. Cet indicateur inclusif, le premier en son genre, renforcera le dialogue entre la société civile marocaine, le secteur de la sécurité et les pouvoirs publics pour contrôler les mesures prises au sein des institutions de sécurité et de justice afin de réprimer les actes de violence à l'égard des femmes.

Suite aux recommandations de l'auto-évaluation sur le respect de l'égalité entre les genres réalisée avec l'appui du DCAF, la Police nationale du **Honduras** a élaboré et adopté une nouvelle politique sur l'égalité entre les genres. Cette politique a été lancée en 2022 à l'occasion d'une cérémonie à laquelle ont participé le Président du Honduras et d'autres hauts représentants du gouvernement. Depuis lors, la Division de la police chargée des questions de genre a adopté le manuel de sensibilisation aux questions de genre du DCAF comme son principal support de formation.

Des officiers de police et des représentants de 13 organisations de la société civile spécialisées dans les questions de genre et de diversité se sont réunis pour valider un cours de formation sur l'égalité des genres que le DCAF a élaboré pour la police nationale colombienne.
Photo : Jonathan Beker



FOCUS

FAIRE ENTENDRE LA VOIX DES FEMMES DANS LA RÉFLEXION SUR LE CLIMAT ET LA SÉCURITÉ

Au 21^{ème} siècle, les effets du changement climatique et de la dégradation de l'environnement menacent directement la paix et la sécurité. Les catastrophes naturelles de plus en plus fréquentes et graves, la rareté croissante des ressources et leurs effets à long terme, tels que les migrations forcées, exacerbent les tensions existantes et engendrent de nouveaux conflits. Alors que notre connaissance des liens entre changement climatique et sécurité progresse, nous prenons de plus en plus conscience de leurs effets différents sur les hommes et les femmes. Des études montrent que les femmes sont plus durement touchées que les hommes par les conflits liés aux ressources naturelles et les déplacements liés au changement climatique. En milieu rural en particulier, les femmes sont souvent touchées de manière disproportionnée en raison de leur faible pouvoir d'influence et de leur accès limité aux ressources, à la justice et aux processus de prise de décision.

Il s'agit donc de faire davantage entendre la voix des femmes et d'intégrer leur expérience dans l'élaboration d'instruments politiques au niveau mondial et dans les processus de réforme des secteurs de la paix et de la sécurité au niveau national. En Colombie, au Mali et au Yémen, le DCAF aide les femmes à faire part de leurs préoccupations vis-à-vis du changement climatique et de la sécurité en soutenant des organisations et des réseaux de femmes.

La publication *La voix des femmes : leur expérience du lien entre le climat, le genre et la sécurité* s'inscrit directement dans le cadre de cette démarche. Ce rapport propose une série de recommandations pour guider les politiques et les programmes internationaux et nationaux en matière d'environnement et de consolidation de la paix. La présentation de l'ouvrage a eu lieu au siège des Nations Unies à New York. Safa Abdullah Obaid, membre du Southern Women for Peace Group au Yémen et qui a participé à la rédaction des recommandations, a déclaré : « Si c'est vous qui êtes touchée par le changement climatique, c'est de vous que devraient venir des propositions susceptibles de faire changer les choses ».



Présentation de l'ouvrage *La voix des femmes : leur expérience du lien entre le climat, le genre et la sécurité* au siège des Nations Unies à New York, en mars 2022. Soixante-huit organisations de femmes ont apporté leurs idées et expérience à cet ensemble de recommandations politiques sur les moyens de parvenir à une paix et une sécurité inclusives et durables. Photo : DCAF

Pour répondre aux enjeux spécifiques des femmes autochtones de Colombie vivant en milieu rural, nous avons également organisé une rencontre entre des femmes et des agents de la Police nationale colombienne dans la région du Putumayo, située dans le sud-ouest du pays. L'objectif était de mieux comprendre et décrire les effets de la crise climatique sur la sécurité des femmes dans cette région. Cette initiative a débouché sur la publication d'une étude visant à aider à déceler les risques et à définir des stratégies d'atténuation, intitulée : *Indigenous and rural women's voices: recommendations to address climate security risks* (en anglais et espagnol).

ACTEUR DE CHANGEMENT

DE LA THÉORIE À LA PRATIQUE

De nationalité tunisienne, Monia Kari est une défenseure des droits des femmes, professeure à la Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de Tunis, et ancienne Directrice de l'Observatoire national de lutte contre les violences faites aux femmes.

Elle a joué un rôle clé dans l'élaboration de la loi sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes adoptée en 2017 par le Parlement tunisien.

Elle a également collaboré à de nombreuses études, dont la première étude scientifique sur les déterminants de la violence domestique en Tunisie, publiée en 2022. Monia Kari s'engage à évaluer la réponse du secteur de la sécurité face aux violences faites aux femmes et à promouvoir l'égalité des genres dans les réformes de la justice et de la sécurité.

Instaurer une synergie entre tous les acteurs du système d'aide est essentiel pour que les victimes de violence obtiennent réparation. Un dispositif d'accompagnement efficace et coordonné, comprenant des services de conseil et d'orientation, permet de répondre de manière adéquate à leurs besoins et à leurs intérêts.

Monia Kari

Ancienne Directrice générale
Observatoire national de lutte
contre les violences faites aux femmes
Tunisie





AIDER À LA CONSOLIDATION DE LA PAIX

La fragilité des États et les conséquences qui en découlent sont complexes et interdépendantes, mais il existe une corrélation évidente entre l'amélioration de la qualité et de l'accès aux services de sécurité et la diminution des risques de conflit ou d'instabilité. Le DCAF intervient dans de nombreux États fragiles ou touchés par des conflits, en collaborant avec un large éventail de parties prenantes du secteur de la sécurité, pour identifier les dynamiques propres à chaque conflit, établir des relations de confiance mutuelle et contribuer à la mise en place d'institutions de sécurité compétentes et responsables une fois la paix rétablie.

PODCAST

Prévention des conflits violents : le rôle de la gouvernance et de la réforme du secteur de la sécurité (en anglais uniquement)



Le DCAF a énormément contribué au renforcement des capacités des agents de police, ce qui leur a permis de prendre conscience de leur rôle et de leurs responsabilités et de mieux s'acquitter de leurs fonctions, sans susciter de questions de la part des citoyens ou d'autres parties prenantes. Cela a aidé au déroulement pacifique des élections.

Surintendant adjoint

Forces de police gambiennes

L'ESSENTIEL

Le DCAF a organisé une formation pour les agents des Forces de police gambiennes (FPG) afin de les aider à mieux gérer les crises et à maintenir la paix lors des dernières élections en **Gambie**. Selon les FPG, cette formation a permis la mise en place de manière proactive d'activités de prévention de la criminalité et de la violence, ce qui a contribué à améliorer le processus électoral. Les résultats obtenus par la police ont été salués par le Groupe d'observation des élections du Commonwealth : « Le Groupe a constaté une solide coopération entre les agents de police affectés et les responsables des bureaux de vote pendant tout le processus électoral. La présence de la police n'était pas gênante et la sécurité a été assurée de manière adéquate, l'ordre public ayant été maintenu dans tous les bureaux de vote observés ».

Avec l'appui du DCAF, l'ONG libyenne Close Horizons for Training and Rehabilitation a créé la Commission de sécurité communautaire de Yefren. Première en son genre en **Libye**, cette commission sert de forum où des responsables locaux, des membres des forces de sécurité et des représentants de la société civile peuvent discuter de problèmes de sécurité et trouver ensemble des moyens d'améliorer la sécurité des civils dans ce pays en conflit.

Après expiration de la trêve négociée sous l'égide de l'ONU au **Yémen**, le DCAF a facilité une série de dialogues avec les principaux acteurs au niveau local du secteur de la sécurité, y compris des chefs de tribu. Tous ont réfléchi aux enseignements tirés du rôle joué depuis toujours par les tribus dans les stratégies de sortie de conflit et ont recensé les mécanismes existant au niveau local qui pourraient contribuer efficacement à la création de services de sécurité responsables et viables, au service des citoyens.

Les **Principes pour la paix** sont une initiative participative mondiale visant à élaborer un nouvel ensemble de principes, de normes et de règles qui modifieront en profondeur la façon dont les processus de paix sont structurés, ordonnés et mis en œuvre. Issues de travaux de recherche fondés sur des faits et d'une expertise opérationnelle, les informations fournies par le DCAF ont contribué à l'adoption officielle du principe de « sécurité responsable » reconnu comme l'un des principes fondamentaux indispensables pour jeter les bases d'une paix durable.

Le DCAF a soutenu les forces de police gambiennes en les formant à répondre aux situations de crise, afin que leurs agents puissent gérer plus efficacement tout problème de sécurité ou de violence pendant les élections nationales. Photo : DCAF



UKRAINE : SOUTIEN SUR MESURE À UN PAYS EN GUERRE

Suite à l'invasion russe en Ukraine au début de l'année 2022, le DCAF a adapté son soutien de longue date à ce pays pour répondre aux nouveaux besoins de nos partenaires, notamment le parlement, les ministères de la Défense et de l'Intérieur, les services d'urgence de l'État, la police nationale, le Bureau du procureur général et les organisations de la société civile.

En ce qui concerne le Bureau du procureur général, nous avons fourni des conseils en communication stratégique concernant les enquêtes sur les crimes de guerre, aidé à rédiger des lois sur le contrôle des services du renseignement pour les aligner sur les normes de l'UE et de l'OTAN, et apporté notre expertise à un débat politique sur la (re)mise en place du système de justice militaire. De plus, nous avons organisé une conférence rassemblant les principaux partenaires de la société civile traitant de la RSS/GSS afin d'examiner les défis et opportunités liés au conflit en cours. Enfin, nous avons collaboré avec le ministère de l'Intérieur et d'autres institutions de défense et de sécurité pour concevoir une formation sur les moyens de prévenir et réagir aux violences sexuelles liées au conflit.

Les Sociétés militaires et de sécurité privées (SMSP) ont souvent été mises en avant dans la guerre contre l'Ukraine, avec de nombreuses allégations étayées de violations des droits humains. Le DCAF a offert un appui technique aux législateurs ukrainiens pour les aider à adapter leur approche actuelle et amener les SMSP à rendre compte de leurs actes de manière plus efficace dans le cadre de conflits armés. Nous avons également soutenu le ministère de la Défense en dispensant une formation spécialisée sur l'application du droit international humanitaire, qui définit les responsabilités des États et des groupes armés non étatiques pendant les conflits.

Le bureau du DCAF à Kiev a temporairement fermé ses portes mais nous nous tenons prêts à renforcer notre appui à long terme pour aider le pays à relever les défis de la reconstruction post-conflit qui se profilent déjà, notamment en matière de réintégration d'anciens combattants, de gestion efficace des armes et des munitions et de lutte contre la corruption et l'impunité. En 2022, nous avons contribué au renforcement des capacités des autorités nationales et d'organisations de la société civile en Arménie, Géorgie et Moldavie, afin de favoriser la gouvernance démocratique du secteur de la sécurité de ces trois pays voisins, tout en continuant de soutenir l'Ukraine.



Nous avons accueilli à Genève des parlementaires de la Rada suprême d'Ukraine pour réfléchir aux moyens de garantir le respect du Droit international humanitaire dans le contexte de la guerre qui sévit dans leur pays, et à la manière de s'appuyer sur les droits humains pour lutter contre l'impunité et promouvoir l'obligation de rendre compte des violations de ces droits.
Photo : DCAF

ACTEUR DE CHANGEMENT

DE LA THÉORIE À LA PRATIQUE

Muna Luqman est une militante pacifiste qui lutte sans relâche depuis de nombreuses années en faveur d'un plus grand respect des droits humains et de l'amélioration des moyens de subsistance et de la sécurité des Yéménites.

Fondatrice et présidente de l'organisation de la société civile Food4Humanity, elle est aussi cofondatrice de Women's Solidarity Network, le plus grand réseau de femmes du Yémen, et membre de WASL – Women's Alliance for Security Leadership. Elle est également experte et conseillère principale pour les activités menées par le DCAF au Yémen en matière de genre, d'inclusion et de coordination avec la société civile locale et les groupes communautaires.

En 2022, elle a été sélectionnée comme l'une des six finalistes du prix mondial Women Building Peace Award. Ce prix met en lumière des femmes remarquables qui ont contribué de manière significative à la prévention des conflits, à la lutte contre la violence et à la construction de la paix.

Travailler avec des hommes armés sur le champ de bataille est une approche dépassée.

Muna Luqman

Fondatrice de l'organisation Food4Humanity
Cofondatrice de la coalition de femmes Women's Solidarity Network au Yémen





RENFORCER LA CAPACITÉ DES PAYS PARTENAIRES

De nos jours, dans un contexte sécuritaire mondialisé, les États ont un intérêt stratégique à soutenir les efforts d'autres pays pour prévenir les conflits et maintenir la paix et la stabilité à l'échelle régionale. Le DCAF offre à ces pays partenaires des formations, des analyses et des conseils spécialisés pour renforcer leur capacité à soutenir efficacement les processus de réforme du secteur de la sécurité menés au niveau national et local.

L'ESSENTIEL

En 2022, la **Suisse** a été élue membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies pour 2023-2024. Les quatre priorités du gouvernement suisse pour ce mandat de deux ans sont la consolidation de la paix, la protection des populations civiles dans les conflits armés, la sécurité climatique et le renforcement de l'efficacité du Conseil. De nombreux mandats de l'ONU comportant un volet sur la GSS/RSS feront l'objet de discussions et de propositions de prorogation sur cette période de deux ans. Le DCAF a été sollicité pour aider à préparer et soutenir le gouvernement suisse en fournissant sur demande des avis d'expert sur les éléments relatifs à la GSS/RSS figurant dans les mandats de l'ONU et leur utilité pour la paix et la sécurité.

Par l'intermédiaire de la Facilité de l'Union européenne pour la Gouvernance du Secteur de la Sécurité, nous avons aidé le Bureau du Conseiller à la sécurité nationale de la Jamaïque à élaborer et mettre en œuvre une stratégie sur la sécurité des citoyens. Au terme de plusieurs missions et d'une collaboration de longue haleine avec un large éventail de parties prenantes au niveau national, une stratégie et un cadre de suivi et d'évaluation ont été mis sur pied. La **Jamaïque** a reçu un appui de l'Union européenne pour cette stratégie et une première étape en matière de mise en œuvre a déjà été franchie avec la création d'un secrétariat.

PODCAST

« Donors Talk SSR » : Série de podcasts explorant les bonnes pratiques de la RSS (en anglais uniquement)



Nous avons aidé **la Norvège, le Sénégal, l'Uruguay et la Zambie** à mener à bien une évaluation interne en utilisant la méthode de mesure des opportunités pour les femmes dans les opérations de paix (MOWIP – Measuring Opportunities for Women in Peace Operations). Ce processus a permis d'identifier les obstacles à une participation plus importante de femmes originaires de ces pays aux opérations de paix de l'ONU. Des recommandations sur la manière dont ces quatre pays pourraient modifier leurs politiques et pratiques nationales pour favoriser l'égalité des chances entre hommes et femmes leur ont été communiquées. Les enseignements tirés des quatre évaluations nationales menées à l'aide de la méthode MOWIP ont été réunis dans le *Rapport MOWIP Global - Des opérations de paix prêtes pour l'avenir : faire progresser l'égalité des genres pour assurer la pérennité de la paix*, lancé au siège des Nations Unies à New York en juin.

Le DCAF offre un cadre privilégié où échanger de manière informelle entre principaux pays donateurs sur des questions de GSS/RSS, ce qui permet de dresser un panorama des activités des donateurs. Ses interventions lors de plusieurs séminaires de formation auprès des ministères allemands de la Défense et de l'Intérieur, et du ministère fédéral des Affaires étrangères, ont également favorisé une approche commune de la GSS/RSS au sein des différents ministères.

Représentant de l'Allemagne

Groupe des partenaires internationaux de l'Équipe internationale de conseil au secteur de la sécurité

Le *Rapport MOWIP Global - Des opérations de paix prêtes pour l'avenir : faire progresser l'égalité des genres pour assurer la pérennité de la paix*, a été lancé à l'ONU à New York en présence de Cristina Finch (à gauche) et de Leilah Gordon-Bates (à droite) de notre division Genre et sécurité. Le rapport MOWIP est un outil innovant qui permet d'identifier les obstacles à la participation des femmes dans les opérations de maintien de la paix du point de vue des pays fournisseurs de contingents et de forces de police. Photo : DCAF



FOCUS

UNE PANOPLIE D'OUTILS SUR MESURE POUR LES DONATEURS ET LES PARTENAIRES

La réforme du secteur de la sécurité est un processus complexe qui englobe tous les aspects politiques et techniques de la sécurité, tels que l'obligation de rendre compte, la confiance du citoyen envers les institutions, l'élaboration de lois et de politiques, le développement du leadership et la restructuration institutionnelle. De multiples acteurs étatiques et non étatiques sont impliqués dans le processus, notamment des représentants de la société civile, de groupes armés, d'organisations non gouvernementales internationales, et même du secteur privé. Afin de répondre à cette complexité et trouver des solutions durables aux problèmes de sécurité, il est essentiel d'améliorer les connaissances techniques en matière de RSS/GSS, mais aussi la cohérence des activités et la coordination entre les donateurs et les partenaires internationaux.

Par l'intermédiaire de l'Équipe internationale de conseil au secteur de la sécurité, le DCAF offre un appui sur mesure à 16 États donateurs et sept organisations multilatérales et régionales membres du Groupe des partenaires internationaux.

Tous soutiennent activement des processus nationaux de GSS/RSS entrepris dans différentes régions du monde et s'appuient sur la panoplie d'outils sur mesure que nous mettons à leur disposition, tels que des services consultatifs, des activités de recherche, des évaluations et des bilans pour aider les acteurs impliqués dans la réforme du secteur de la sécurité.

En outre, nous facilitons la coordination avec et entre les membres du Groupe des partenaires et les parties prenantes au niveau national, notamment dans des contextes fragiles où la situation, complexe, peut évoluer à tout moment de manière imprévisible et où une approche harmonisée aura de plus grandes chances de porter ses fruits à long terme.

Un exemple concret de cette coordination est la compilation des enseignements tirés de l'expérience d'acteurs internationaux impliqués dans la réforme et la gouvernance du secteur de la sécurité en Afghanistan. Ces enseignements ont été transposés dans d'autres pays théâtres de processus similaires et discutés lors d'une rencontre réunissant une centaine d'experts et de représentants de donateurs. Selon un participant du Royaume-Uni : « L'une des conclusions auxquelles nous avons abouti est que maintenir des échanges constants et chercher de meilleurs moyens de communiquer sur des enseignements durement acquis peut s'avérer plus utile que d'en chercher de nouveaux. Cette séance nous a d'ores et déjà amenés à examiner plusieurs points pertinents dans le cadre de nos politiques et pratiques actuelles ».



Des membres des forces armées, de gouvernements et de la société civile de cinq continents se sont réunis pour une formation d'une semaine sur la gouvernance et la réforme des secteurs de la justice et de la sécurité à l'École de formation de l'ONU en Irlande. Ils ont examiné des études de cas, fait des exercices pratiques et participé à des simulations pour apprendre à mettre en œuvre une approche de la GSS/RSS axée sur les individus. Photo : DCAF

Des mécanismes de financement flexibles

Dans un monde en constante évolution, marqué par des défis sécuritaires et des conflits qui menacent la paix et la sécurité, les États et les acteurs internationaux doivent souvent agir rapidement pour favoriser la mise en œuvre sur le terrain de processus de RSS. Responsable de plusieurs fonds de financement commun créés à partir des besoins spécifiques des donateurs et déterminés en fonction de priorités géographiques et thématiques, le DCAF fournit une assistance rapide, flexible et efficace de manière rentable.

Le Fonds d'affectation pour l'aide au développement du secteur de la sécurité en Afrique du Nord (TFNA)

Le Fonds d'affectation pour l'aide au développement du secteur de la sécurité en Afrique du Nord (TFNA – Trust Fund for North Africa) a été créé en 2012 pour soutenir la gouvernance et la réforme du secteur de la sécurité dans la région de l'Afrique du Nord, en aidant à prévenir et à faire face aux risques d'instabilité, de fragilité et de violence. En tant qu'instrument de financement commun, le TFNA fournit une assistance flexible, rapide et durable aux gouvernements locaux, aux parlements, aux institutions de sécurité, à la société civile et aux communautés dans quatre pays de la région, à savoir l'Égypte, la Libye, le Maroc et la Tunisie. Les membres du TFNA sont l'Allemagne, la Belgique, la France, le Luxembourg, les Pays-Bas et la Suisse.

Le Fonds commun pour la réforme du secteur du renseignement et de la sécurité en Macédoine du Nord

Le but de ce Fonds est de coordonner les contributions des donateurs et de soutenir la Macédoine du Nord dans la réalisation de son objectif stratégique d'adhésion à l'Union européenne, en alignant les cadres juridiques et les capacités institutionnelles sur les principes de l'Alliance euro-atlantique, les bonnes pratiques et le respect des droits humains. Le Fonds soutient plusieurs initiatives de changement et priorités des autorités de Macédoine du Nord en vue d'accroître la responsabilisation interne et externe, ainsi que le contrôle des secteurs du renseignement et de la sécurité. Il renforce notamment la capacité des principaux acteurs à relever les défis en matière de sécurité, en favorisant le dialogue avec la société civile et les médias sur les questions de politique de sécurité, et en promouvant l'égalité entre les genres. En 2022, le Fonds avait pour donateurs les Pays-Bas, la Suède, la Suisse et l'Union européenne.

Le Mécanisme de mise en œuvre de la sécurité et des droits de l'homme (SHRIM)

Le Mécanisme de mise en œuvre de la sécurité et des droits de l'homme (SHRIM – Security and Human Rights Implementation Mechanism) est un fonds d'affectation spéciale multidonateurs. Il vise à promouvoir la conduite responsable des entreprises et la protection des droits humains, notamment dans des pays en situation de fragilité ou touchés par des conflits comme la Colombie, le Mozambique, le Nigeria, le Pérou ou la République démocratique du Congo. Il s'emploie à améliorer la sécurité sur le terrain en soutenant des projets multipartites rentables et menés au niveau local en collaboration avec le secteur privé, la société civile et des représentants du gouvernement. En 2022, le SHRIM avait pour donateurs les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suisse et la Fondation Thomson Reuters.

Le Fonds de l'Équipe internationale de conseil au secteur de la sécurité (ISSAT)

L'Équipe internationale de conseil au secteur de la sécurité (ISSAT – International Security Sector Advisory Team) fournit un soutien stratégique et opérationnel personnalisé aux acteurs internationaux et multilatéraux membres du Groupe des partenaires internationaux du DCAF. Elle les aide à renforcer les efforts individuels et collectifs qu'ils déploient pour améliorer les processus de réforme des secteurs de la justice et de la sécurité au niveau national. En 2022, l'ISSAT avait pour membres l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Estonie, les États-Unis d'Amérique, la Finlande, la France, l'Irlande, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Slovaquie, la Suède et la Suisse, ainsi que l'Union africaine, l'Union européenne, l'OCDE, l'OSCE, l'Organisation internationale de la Francophonie, les Nations Unies et la Banque mondiale.

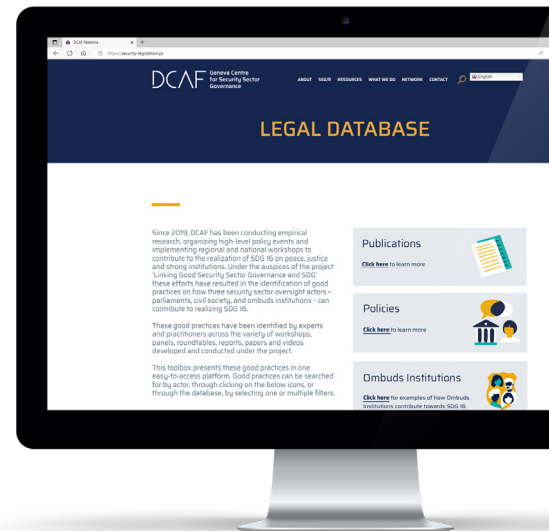


ENCOURAGER UN DÉBAT PUBLIC INCLUSIF SUR LA SÉCURITÉ

Améliorer la prise en compte des besoins et des préoccupations de toutes les parties prenantes, en particulier les femmes, les jeunes et autres populations vulnérables, au sein des institutions de sécurité, contribue à instaurer une paix et un développement durables. Le DCAF encourage la participation active de tous et travaille à renforcer les connaissances et les capacités de groupes de la société civile et des médias pour qu'ils puissent participer aux débats publics sur les politiques de sécurité et le contrôle des forces de sécurité par la société civile.

BASES DE DONNÉES JURIDIQUES

Lois et décrets régissant les secteurs de la sécurité dans le Territoire palestinien occupé et en Tunisie



Le processus de coordination avec la Fondation pour la liberté de la presse et la police nationale a été fondamental pour améliorer les relations avec les médias. Le travail avec les groupes de discussion nous a amenés à comprendre que les journalistes jouent un rôle fondamental dans la communication de tout ce que fait la police nationale sur le territoire.

Major Edwin Jairo Arévalo Parra

Adjoint au Bureau de la Communication Stratégique
Police nationale colombienne

L'ESSENTIEL

Une évaluation intitulée *La situation des prisons au Maroc à la lumière des standards internationaux, de la législation nationale et de la nécessité des réformes (2016-2020)*, réalisée par le DCAF et le Centre d'Étude en Droits Humains et Démocratie, a permis de relancer le dialogue sur la réforme du système pénitentiaire au **Maroc**. L'administration pénitentiaire marocaine a approuvé le rapport d'évaluation, présenté ses recommandations aux principaux ministères, aux institutions de justice et de sécurité et au Parlement national, et a engagé une réflexion sur d'éventuelles réformes du code pénal et du code de procédure pénale.

En se basant sur une méthode du DCAF précédemment utilisée par la Police nationale **colombienne** (PNC) pour organiser des tables rondes avec des groupes de la société civile sur l'usage de la force par la police, la PNC a créé en 2022 son premier mécanisme de coordination spécifique de genre afin de renforcer la responsabilité des services de police en matière d'égalité entre les genres et le contrôle par la société civile. Les résultats de ces discussions ont servi à étayer le Plan de transformation des services de police du pays.

Voilà plusieurs années que je travaille comme journaliste sur des sujets ayant trait à la sécurité et j'ai déjà réalisé plusieurs reportages sur les réformes de la police, notamment sur les initiatives en matière de police de proximité, mais après avoir participé aux ateliers de renforcement des capacités proposés par le DCAF, je comprends mieux à présent les enjeux de la GSS/RSS et son importance.

Zahra Fadhli

Journaliste

Chaîne de télévision publique tunisienne El Wataniya

Suite aux formations en communication de crise organisées avec l'appui du DCAF, les institutions **marocaines** de justice et de sécurité ont amélioré la diffusion d'informations auprès des citoyens concernant diverses questions liées à la pandémie de COVID-19. La Police nationale a notamment publié sur les réseaux sociaux et dans les médias traditionnels un plus grand nombre d'informations sur les opérations de police, et l'administration pénitentiaire s'est davantage servi de ses comptes sur les réseaux sociaux pour faire le point sur les mesures anti-COVID-19 dans les centres de détention.

Grâce au soutien du DCAF, le ministère tunisien de l'Intérieur et le Syndicat national des journalistes **tunisiens** ont conclu un accord visant à améliorer le système de partage d'informations et à créer une charte morale définissant les droits et obligations des forces de sécurité et des journalistes. Cet accord facilitera un échange d'informations plus fréquent et de meilleure qualité entre le gouvernement tunisien et les médias, ouvrant la voie à des reportages plus précis sur les questions de sécurité.

En partenariat avec l'Institut Prometheus pour la Démocratie et les Droits Humains, nous avons réalisé une étude auprès de 1300 personnes âgées de 18 à 34 ans (dont 47% de femmes) dans neuf régions du **Maroc**. Cette étude a permis d'évaluer les besoins, les vulnérabilités et les priorités en matière de sécurité. Les résultats de l'enquête ont été largement médiatisés au niveau national, suscitant un débat sur les moyens de répondre aux besoins sécuritaires de la jeunesse marocaine.

Réalisés avec le soutien du DCAF, une série de débats radiophoniques et une conférence sur la bonne gouvernance du secteur de la sécurité ont été organisés à l'intention des jeunes et de la société civile du **Burkina Faso**. Ils ont contribué à nourrir le débat public sur la responsabilité, la transparence et la corruption au sein des institutions de sécurité.

TEMPS FORT

COLOMBIE : DES LIGNES DIRECTRICES INÉDITES SUR LA COOPÉRATION ENTRE LES MÉDIAS ET LA POLICE

Une couverture médiatique juste et précise, assurée par des médias indépendants et bien informés, est indispensable pour garantir un véritable contrôle démocratique du secteur de la sécurité. Dans ce contexte, nous avons apporté notre soutien à la réforme de la police en Colombie en réunissant autour d'une même table la Police nationale colombienne et la Fondation pour la liberté de la presse (FLIP) afin d'établir une confiance mutuelle et de clarifier les attributions, droits et responsabilités de chaque partie. Cette initiative a conduit à la publication des toutes premières Lignes directrices nationales sur la compréhension mutuelle entre les médias et la police, accompagnées de recommandations de mesures à prendre et d'un Mécanisme de coordination et de vérification pour faciliter leur mise en œuvre. « L'initiative du DCAF en Colombie montre qu'un dialogue constructif entre les journalistes et la police est possible », a déclaré Peter Ptassek, ancien ambassadeur de l'Allemagne en Colombie.

Les Lignes directrices ont suscité l'intérêt de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), qui travaillait à l'élaboration d'un protocole régional pour la police et les médias. L'UNESCO a invité la FLIP et la Police nationale colombienne à présenter leur expérience et à présenter ces Lignes directrices comme un exemple de bonne pratique lors d'une réunion des écoles de police de dix pays d'Amérique latine et des Caraïbes.



Lors du lancement des toutes premières Lignes directrices nationales sur la compréhension mutuelle entre les médias et la Police nationale colombienne en juillet 2022. Photo : DCAF

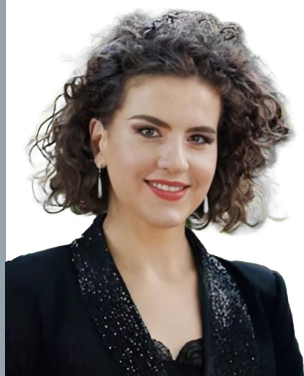
ACTEURS DE CHANGEMENT

DE LA THÉORIE À LA PRATIQUE

Mejreme Asllani, Doris Pasha et Oliver Risteski font partie des jeunes talents qui se sont illustrés lors de l'édition 2022 du Programme Young Faces du DCAF, un programme annuel visant à accompagner de jeunes universitaires et professionnels d'Europe centrale et de l'Est pour en faire les leaders de demain dans le domaine de la cybersécurité.

Tous les ans, des candidats rigoureusement sélectionnés sont réunis pour une série de séminaires de formation et de réunions avec des experts en cybersécurité, des chercheurs et des décideurs politiques. Ils se voient présenter des exemples concrets et ont l'occasion de passer de la théorie à la pratique dans le cadre de leurs propres projets de recherche.

En 2022, Mejreme, Doris et Oliver ont reçu une mention spéciale pour leurs projets respectifs sur les thèmes suivants : *Cyberattaques et infrastructures essentielles*, *La gouvernance électronique et l'importance de la protection des données personnelles*, et *Les intrusions dans les infrastructures numériques de l'État : étude de l'incidence du numérique sur les droits humains*.



Je suis très reconnaissante de l'opportunité qui m'a été offerte et de tout ce qui m'a été donné d'apprendre. Travailler avec des spécialistes aussi remarquables et inspirants m'a permis de progresser aussi bien sur les plans intellectuel et professionnel que sur le plan personnel.

Mejreme Asllani



L'un des meilleurs programmes auxquels j'ai participé. Le mélange de connaissances théoriques et pratiques, les sessions en ligne et la visite d'étude, l'organisation des activités, la création de réseau - tout a été extraordinaire.

Doris Pasha



Je tiens à exprimer toute ma gratitude pour le programme Young Faces. C'est en faisant une présentation lors de la Conférence EuroDIG que j'ai découvert l'existence d'un programme de bourses proposé par l'Internet Corporation for Assigned Names and Numbers et je suis heureux de vous informer que ma candidature a été retenue.

Oliver Risteski



CONSOLIDER LE RÔLE DES ORGANES DE CONTRÔLE

Les institutions nationales de défense des droits humains, les organes de contrôle indépendants ainsi que les médiateurs des forces armées nationales jouent un rôle crucial dans la prévention et la lutte contre les irrégularités et les violations des droits humains par les forces armées, et au sein de ces dernières. Le DCAF contribue à améliorer leur efficacité grâce à des travaux de recherche et à des activités de renforcement des capacités. Chaque année, la Conférence internationale des médiateurs des forces armées est organisée pour fournir une plateforme de partage entre pairs. Depuis sa création en 2009, cette conférence a été le point de départ de nombreuses initiatives pour promouvoir la bonne gouvernance et a contribué à la création de nouvelles institutions de médiation militaire à travers le monde.

Je remercie l'ICOAF d'avoir inscrit à l'ordre du jour la question délicate du suicide au sein du personnel des forces armées. Il est essentiel que cette question soit abordée et qu'elle fasse l'objet d'un suivi au niveau national.

Participant à la 14^{ème} Conférence internationale annuelle des institutions de médiation pour les forces armées (ICOAF)

L'ESSENTIEL

Dans le cadre d'un partenariat avec la Haute autorité de lutte contre la corruption et les infractions assimilées et l'Agence de régulation des marchés publics du **Niger**, nous avons favorisé une plus grande responsabilisation du secteur de la sécurité au moyen d'une série d'ateliers et de formations axés sur l'enjeu politique que représente la transparence dans la gestion des ressources financières. Cette initiative s'est traduite par une meilleure collaboration entre les institutions de contrôle interne et externe du Niger.

Le DCAF a aidé le médiateur du **Burkina Faso** à organiser des réunions d'information publique, notamment une audience publique dans la région du Centre-Nord, sur les mécanismes de plainte permettant d'examiner des allégations de mauvais traitement de la part des forces armées. Bien qu'il s'agisse d'un sujet de débat public extrêmement sensible, ces événements ont permis de montrer à la population que des procédures ont été prévues pour amener les forces de sécurité à rendre compte de leurs actes.

Les Forces de sécurité intérieure **libanaises** (FSI), avec le soutien du DCAF, ont élaboré de nouvelles procédures opérationnelles normalisées pour les activités de contrôle interne, lesquelles ont été officiellement adoptées en 2022. Ces nouvelles procédures permettront notamment d'améliorer la fréquence et la qualité des inspections des lieux de privation de liberté, de mettre en œuvre un nouveau code de conduite régissant les activités de l'organe de contrôle interne, et d'appliquer une approche normalisée au traitement des plaintes et des allégations de torture ou de traitement dégradant par les FSI.

Avec notre soutien, la Commission **éthiopienne** des droits de l'homme a organisé sa première enquête nationale sur la privation de liberté, un solide processus consultatif et d'investigation qui permettra de dresser un panorama précis des problèmes relatifs à l'obligation de rendre compte des personnes en conflit avec la loi. Ce processus, qui comprend des auditions publiques, soulève également un important débat de politique générale en matière de normes et de questions relatives aux droits humains liées à la détention.

En organisant des forums et en sensibilisant les acteurs étatiques et non étatiques sur les mécanismes de plaintes, le DCAF a contribué à accroître la visibilité du Médiateur du **Niger**, l'institution de médiation du pays. Cette initiative a conduit à une augmentation significative du nombre de plaintes reçues et traitées par l'organe de contrôle national d'une année à l'autre.

La **Norvège** a révisé la loi nationale régissant la Commission de médiation pour les forces armées, qui défend et protège les droits du personnel des forces armées. Pour la première fois, la Commission est explicitement tenue de participer aux activités de coopération internationale aux côtés d'autres institutions de médiation et de rendre compte de ses progrès au Parlement. Ce processus témoigne d'une nouvelle étape franchie dans le contrôle démocratique des forces armées en Norvège.

RAPPORT

Les institutions de médiation, l'ODD 16 et la gouvernance du secteur de la sécurité : vers des sociétés pacifiques, justes et inclusives en Afrique subsaharienne (en anglais uniquement)



ÉTABLIR UN RÉSEAU MONDIAL D'INSTITUTIONS DE MÉDIATION

En 2009, la première édition de la Conférence internationale des institutions de médiation pour les forces armées (ICOAF – International Conference of Ombuds Institutions for the Armed Forces) avait rassemblé 50 participants de 22 institutions pour discuter des moyens de relever les défis liés à la protection des droits du personnel des forces armées. Depuis, cette rencontre annuelle entre institutions de médiation tient lieu de forum mondial de premier plan pour le partage d'expériences entre pairs.

En 2002, la conférence s'est tenue à Oslo en présence de plus de 100 représentants de quelques 55 institutions. La coopération entre les délégués de la conférence a donné lieu à de nombreuses initiatives transnationales au fil des ans, dont une résolution internationale sur le rôle des institutions de médiation dans les opérations de maintien de la paix. Cette conférence a également permis la réalisation de visites d'inspection conjointes lors de déploiements militaires à l'étranger, comme celle de 2022, où les Pays-Bas et la Norvège ont procédé à une inspection conjointe des troupes participant à des exercices de l'OTAN.

Le programme de l'ICOAF de 2022 avait pour thème les droits et les devoirs du personnel des forces armées en temps de paix et de guerre, ainsi que sur l'égalité des genres et le droit à la santé au sein des forces armées. Les délégués se sont réjouis de cette opportunité d'échanger et d'apprendre des politiques, pratiques et cadres juridiques mis en place par leurs pairs. Comme l'a déclaré l'un des participants, « Année après année, tout ce que nous apprenons de nos homologues à l'occasion de l'ICOAF nous permet d'accroître progressivement les capacités de notre institution ».



Une centaine de représentants d'institutions de médiation du monde entier se sont réunis en Norvège en octobre 2022 à l'occasion de la 14^{ème} Conférence internationale annuelle des institutions de médiation pour les forces armées. Photo : DCAF.



FAVORISER LA COOPÉRATION ET LA TRANSMISSION DES CONNAISSANCES

La coopération transfrontalière et le partage de connaissances sont des moyens indirects mais importants pour garantir le succès des réformes et de la bonne gouvernance. Bien que chaque pays rencontre des défis qui lui sont propres, il est important d'apprendre de l'expérience des autres pour trouver des solutions efficaces. Le DCAF joue un rôle de catalyseur en rassemblant des acteurs des secteurs de la sécurité et de la justice et des décideurs politiques autour d'une même table pour échanger des informations, partager de bonnes pratiques et identifier des opportunités de collaboration. En créant des environnements favorables à l'apprentissage et des réseaux formels et informels de personnes ayant des préoccupations et des responsabilités similaires, nous pouvons apporter des réponses innovantes aux défis actuels et futurs en matière de sécurité.

RAPPORT

Renforcer la confiance grâce à la RSS :
les enseignements tirés du Yémen (en anglais uniquement)



C'est important de participer à des manifestations régionales de ce type sur le renforcement des capacités en matière de cybersécurité car ces conférences favorisent les échanges de données d'expérience, et nous avons beaucoup appris d'exemples en provenance de l'Albanie et d'autres pays de la région.

Professeur des universités de Serbie

lors de la Conférence régionale sur le renforcement des capacités en matière de cybersécurité

L'ESSENTIEL

Pour les États et le secteur privé, la cybersécurité et la sécurité de l'information sont des enjeux de plus en plus prioritaires. Nous mettons notre expertise technique à leur disposition pour renforcer la gouvernance de la cybersécurité, les aider à prévenir les attaques et à y répondre. En 2022, nous avons organisé une conférence sur le renforcement des capacités en matière de cybersécurité avec les parties prenantes des pays des **Balkans occidentaux**. Grâce à notre soutien de longue date, plusieurs Équipes nationales d'intervention en cas d'urgence informatique (CERT – Computer Emergency Response Teams) ont adhéré au FIRST (Forum of Incident Response and Security Teams), un réseau de coopération internationale établi pour faire face aux menaces informatiques. Elles ont également engagé des échanges bilatéraux et un partage des connaissances avec des CERT de pays voisins. Par exemple, les CERT de Bosnie-Herzégovine et du Monténégro ont visité ceux de Serbie pour découvrir un programme de formation basé sur des simulations de cyberattaques.

Le DCAF assure le **Secrétariat de la Convention de coopération policière pour l'Europe du Sud-Est**, un traité multilatéral ratifié par six États membres et six États non membres de l'UE qui vise à renforcer la coopération transfrontalière dans la lutte contre la criminalité organisée et l'analyse des menaces, la surveillance et les opérations de recherche transfrontalières. En 2022, le Secrétariat a soutenu le déploiement de 14 enquêteurs chargés de travailler en collaboration étroite avec leurs homologues de pays voisins sur des enquêtes portant notamment sur un trafic de stupéfiants et un groupe organisé se livrant à de multiples activités criminelles. De plus, un protocole portant modification à l'Accord sur les échanges automatisés des données ADN, d'empreintes digitales et des données relatives à l'immatriculation des véhicules a également été signé, ce qui permettra officiellement aux signataires de l'UE d'échanger des données de ce type avec des signataires non membres de l'UE. Ce changement, attendu de longue date, améliorera considérablement l'efficacité de la coopération policière dans la région.

Nous avons réuni nos partenaires, la Police nationale de **Colombie**, la Police nationale du **Honduras** et d'autres forces de police de la région afin qu'ils mettent en commun leurs expériences et les enseignements tirés de la réalisation, avec l'appui du DCAF, d'auto-évaluations sur le respect de l'égalité entre les genres et de l'élaboration de plans d'action en la matière. Nous avons également aidé à la préparation d'une conférence sur la police de proximité au Honduras en présence d'intervenants du Chili, du Brésil et de la Colombie. Enfin, nous avons partagé avec l'École supérieure des forces de sécurité intérieure du ministère de l'Intérieur tunisien les enseignements tirés de la création d'un nouveau cadre réglementaire sur l'usage de la force par la Police nationale colombienne, pour aider à l'examen de leur propre cadre juridique.

Un agent de la Police nationale colombienne examine le nouveau matériel de formation élaboré par le DCAF sur les droits humains, le genre et la diversité. Photo : DCAF



CRÉER DES LIENS TRANSFRONTALIERS POUR SOUTENIR LA RÉFORME DANS LA RÉGION ASIE-PACIFIQUE

Le forum du Réseau Asie-Pacifique sur la gouvernance du secteur de la sécurité s'est tenu en septembre 2022 à Bali, en Indonésie, avec la participation de membres venus de toute la région. L'événement, premier en présentiel depuis l'apparition de la pandémie de COVID-19, a réuni 24 représentants d'institutions partenaires du DCAF pour discuter de divers sujets tels que la gouvernance et la réforme du secteur de la sécurité maritime, la RSS et le repli de la démocratie, ainsi que le rôle de l'Union européenne dans la région.



En 2022, le Réseau de la région Asie-Pacifique sur la gouvernance du secteur de la sécurité a tenu son forum annuel à Bali, en Indonésie. L'événement a rassemblé des universitaires, des organisations de la société civile, des acteurs du secteur de la sécurité et des parties prenantes de 22 pays de la région.
Photo : DCAF

Ce réseau regroupant 22 partenaires de pays de la région Asie-Pacifique a pour but d'améliorer les processus nationaux de GSS/ RSS en réunissant des universitaires, des organisations de la société civile et d'autres acteurs du secteur de la sécurité pour favoriser l'apprentissage, le partage de connaissances et la coopération. Le DCAF apporte son expertise et son soutien aux groupes de travail nationaux et contribue au renforcement des capacités des membres du réseau afin qu'ils puissent avoir un rôle consultatif et peser sur les processus de réforme nationaux. Grâce à l'appui du DCAF, Fundasaun Mahein, une organisation de la société civile au Timor-Leste, a pu participer aux discussions politiques liées à la GSS/RSS. En 2022, l'organisation a été invitée à faire

une intervention auprès de la Commission de consolidation de la paix des Nations Unies et a rencontré le Chef des forces de défense du pays ainsi que des représentants du ministère de l'Intérieur et du cabinet présidentiel.

Ce réseau est l'un des rares forums sur la sécurité qui rassemble et encourage le dialogue entre des acteurs des deux rives du Détroit de Taïwan (la République de Chine/Taïwan et la République populaire de Chine). Lors de la réunion de 2022, les participants des deux côtés du détroit ont souligné l'utilité de ces échanges et de leurs apports au niveau international pour enrichir la réflexion sur le secteur de la sécurité.

Outre les réunions du groupe de travail national et les forums régionaux, les membres collaborent régulièrement, de manière indépendante, dans le cadre d'échanges bilatéraux. « Nous apprenons beaucoup des réunions du groupe de travail national grâce à la présence de tiers, d'universitaires et de spécialistes en provenance d'institutions et de régions très variées », a déclaré Li-Chiang Yuan, de l'Université nationale Chengchi de Taipei. « Il arrive par exemple que des agents de police, des garde-côtes, des fonctionnaires, des universitaires, mais aussi des responsables religieux participent aux réunions pour initier une réflexion sur la signification de la bonne gouvernance du secteur de la sécurité, une question rarement abordée par le passé. Pour eux, il s'agit d'un concept nouveau ».



ENCOURAGER LES ENTREPRISES À ADOPTER UN COMPORTEMENT RESPONSABLE

Ces dix dernières années, il y a eu une pression accrue sur les gouvernements et le secteur privé pour s'assurer que les prestataires de sécurité aussi bien publics que privés respectent les droits humains, en particulier dans des pays en situation de fragilité ou touchés par des conflits. Le DCAF collabore avec des initiatives multipartites, des gouvernements, des membres de la société civile et des entreprises pour appliquer les normes internationales et les bonnes pratiques énoncées dans le Document de Montreux, le Code de conduite international des entreprises de sécurité privée et les Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme.

L'ESSENTIEL

Avec le soutien du DCAF, le groupe de travail **Anigérien** sur les Principes volontaires a favorisé la rencontre entre des membres des communautés locales d'Owaza et d'Ibena, et des représentants de quatre grandes compagnies pétrolières. Les membres des communautés ont partagé leur expérience et leurs besoins en matière de sécurité et de droits humains. Ces compagnies ont ensuite reconnu l'utilité de ce groupe de travail et indiqué qu'elles étaient plus ouvertes à une collaboration directe avec les communautés, ce qui représente une énorme avancée.

Parallèlement à la publication de la nouvelle version de notre **Boîte à outils sur la sécurité et les droits de l'homme**, quatre entreprises des secteurs de l'extraction et du commerce de détail opérant dans des environnements complexes et des pays touchés par des conflits ont sollicité directement l'aide du DCAF pour relever les défis auxquels elles étaient confrontées dans la gestion de leur sécurité. A ce jour, deux d'entre elles ont appliqué les bonnes pratiques énoncées dans les publications du DCAF pour améliorer la prévention des conflits auprès de leurs employés.

SYNTHÈSE ANALYTIQUE

Une nouvelle vague ? Aborder l'utilisation contemporaine de sociétés militaires et de sécurité privées dans les conflits armés et les environnements complexes (en anglais uniquement)



Après près de deux ans de travail, la **République démocratique du Congo (RDC)** a présenté sa demande d'adhésion aux Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme. Cette initiative défend un ensemble de principes directeurs permettant aux entreprises d'assurer la sécurité de leurs opérations tout en veillant au respect des droits humains. L'assistance technique fournie par le DCAF tout au long du processus a permis de s'assurer que la demande d'adhésion reflète bien les préoccupations et les priorités en matière de sécurité exprimées par la population congolaise et des groupes de la société civile. Les engagements pris par le gouvernement de la RDC devant le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies en 2022 témoignent de sa volonté de respecter les normes dans le cadre de l'Initiative des Principes volontaires.

Les recommandations du DCAF ont été intégrées dans la norme de la **Global Reporting Initiative** sur les secteurs pétrolier et gazier. Celle-ci reconnaît le rôle de la sécurité publique et privée et son incidence sur la dynamique des conflits et les droits humains.

En 2021, grâce aux contributions du DCAF et du CICR, un nouvel indicateur avait été ajouté au **Responsible Mining Index Framework** (cadre de l'indice pour une exploitation minière responsable), pour accorder une attention accrue à la gestion des forces de sécurité dans des zones touchées par des conflits et de faire une distinction plus nette entre les forces de sécurité publiques et privées. Il a servi de référence à l'édition 2022 du Responsible Mining Index Report, qui évalue les politiques et pratiques économiques, environnementales, sociales et de gouvernance des grandes sociétés minières. Grâce à cet indicateur, le rapport a pu détecter des lacunes importantes dans la manière dont les entreprises mettent en œuvre les normes internationales en matière d'atténuation des risques de conflit, de systèmes de gestion et de formation du personnel.

Je garde constamment à portée de main la Boîte à outils sur la sécurité et les droits de l'homme. C'est une source de référence et d'inspiration sans égale s'agissant de l'élaboration de nouvelles politiques et approches.

Responsable de la sécurité et des droits humains
auprès d'une grande compagnie pétrolière

Le DCAF et ses partenaires locaux de l'Initiative des Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme ont organisé des sessions de formation sur les droits humains et les pratiques commerciales responsables, pour l'un des plus grands producteurs de cuivre et de cobalt du pays, dans la région du Katanga, en République démocratique du Congo. Photo : DCAF



En 2022, nous avons aidé des représentants du gouvernement, d'organisations de la société civile, des médias et d'entreprises de sécurité privée du **Kenya** à élaborer ensemble des bonnes pratiques en matière de sécurité privée dans le cadre d'élections âprement disputées. Ces pratiques ont ensuite été diffusées auprès de syndicats professionnels représentant plus de 2000 entreprises de sécurité privée et auprès de 12 grands partis politiques qui se sont engagés publiquement à les respecter. Cette démarche sera désormais reproduite dans d'autres pays où se dérouleront prochainement des élections, comme par exemple, au Nigeria en 2023.

À la demande de l'un des plus grands producteurs de cuivre et de cobalt de la **République démocratique du Congo**, nous avons dispensé une formation sur la sécurité et les droits humains à 60 membres du personnel de plusieurs services. À la suite de cette formation, la société minière a entamé une réflexion sur ses politiques et pratiques en matière de sécurité et de droits humains dans les communautés proches de ses sites d'extraction.

TEMPS FORT

FAIRE DES DROITS HUMAINS UN ÉLÉMENT ESSENTIEL DES POLITIQUES DE SÉCURITÉ AU SEIN DES COMMUNAUTÉS MINIÈRES

En septembre 2022, nous avons organisé un atelier à Kolwezi, la capitale minière de la République démocratique du Congo (RDC), pour sensibiliser les fonctionnaires locaux et les entreprises aux Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme. Cette initiative a rassemblé plus d'une centaine de participants et a été co-organisée par le ministère des Droits humains et la Chambre de commerce de l'industrie minière. Ce fut un événement sans précédent. Pour la première fois, le ministre des Droits humains, Albert Fabrice Puela, s'est rendu au cœur de la région minière qui abrite les principaux sites d'extraction de cuivre et de cobalt du pays et est allé à la rencontre de chefs d'entreprise du secteur privé. Ils ont discuté de leurs attentes et des difficultés qu'ils rencontrent dans la mise en œuvre de pratiques responsables en matière de sécurité et de protection des droits des mineurs et des communautés locales. À l'issue de ces échanges, le gouvernement et les entreprises ont reconnu les avantages d'une collaboration pour améliorer la sécurité et les droits humains dans le secteur minier de la RDC, ce qui marque une avancée majeure.



Parmi plusieurs initiatives prises pour renforcer la protection des droits humains en RDC, le ministre des Droits humains, Albert Fabrice Puela (au centre), est allé à la rencontre d'entreprises d'extraction dans la principale région minière du pays afin de discuter de leurs responsabilités en matière de protection des droits des mineurs et des communautés locales. Photo : DCAF.

Normes et bonnes pratiques internationales

Les entreprises qui ont décidé d'adopter des approches prenant en compte les situations de conflit et engagées à respecter leur obligation de diligence raisonnable en matière de droits humains, rencontrent souvent des difficultés en raison d'un manque de savoir-faire et de conseils pratiques pour s'acquitter de leurs responsabilités. Pour les aider à relever ce défi, le DCAF soutient plusieurs initiatives pluriacteurs d'envergure internationale visant à élaborer, faire respecter et diffuser des normes et des bonnes pratiques à l'échelle mondiale. Ces initiatives fournissent un cadre permettant aux entreprises de mettre en place des pratiques commerciales responsables qui protègent les droits humains et contribuent à assurer la stabilité et la sécurité au sein des communautés où elles exercent leurs activités.

Le Forum du Document de Montreux

www.montreuxdocument.org

Le Document de Montreux sert de modèle aux gouvernements pour réglementer efficacement les Sociétés militaires et de sécurité privées (SMSP) s'agissant du respect des droits humains et du droit international humanitaire. Il insiste sur les responsabilités des pays qui engagent des SMSP, des pays sur le territoire desquels elles opèrent, et des pays dans lesquels les SMSP ont leur siège. Le DCAF assure les fonctions de Secrétariat du Forum du Document de Montreux qui appuie la mise en œuvre du Document de Montreux au niveau national en diffusant les enseignements, les bonnes pratiques et les difficultés liées à la réglementation des SMSP.

L'Association du Code de conduite international des entreprises de sécurité privées

www.icoca.ch

L'Association du Code de conduite international des entreprises de sécurité privées (ICoCA - International Code of Conduct Association) est une initiative pluriacteurs qui compte parmi ses membres des gouvernements, des entreprises de sécurité privée et des groupes de la société civile. Créée en 2013, elle sert de mécanisme de gouvernance et de surveillance du Code de conduite international des prestataires de services de sécurité privée. Le Code définit les responsabilités des entreprises de sécurité privée conformément aux droits humains et au droit international humanitaire afin de garantir une prestation responsable de services de sécurité privée, en particulier lorsqu'elles opèrent dans des environnements complexes.

Formation d'agents de sociétés de sécurité privées sur la sécurité et les droits humains en République démocratique du Congo. Photo : DCAF

L'Initiative des Principes volontaires

www.voluntaryprinciples.org

Depuis plus de dix ans, le DCAF travaille en étroite collaboration avec l'Initiative pour élaborer des outils pratiques et soutenir leur utilisation sur le terrain, notamment dans des environnements complexes. Les Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme aident les entreprises à mieux appréhender les environnements complexes dans lesquels elles opèrent, à détecter les menaces sur la sécurité et les droits de la personne, et à prendre des mesures concrètes pour les prévenir. L'Initiative des Principes volontaires est une plateforme pluriacteurs d'envergure mondiale qui se consacre à l'échange des meilleures pratiques et à soutenir la mise en œuvre des Principes volontaires.

Notre adhésion totale au processus des Principes volontaires répond à la volonté des citoyens de notre pays de respecter les normes et les principes qui protègent les droits humains.

Bernadette Mpundu

Chambre des Mines
République démocratique du Congo





RENFORCER LES CAPACITÉS DES ORGANISATIONS MULTILATÉRALES

Bien que la GSS/RSS soit un processus national, de nombreux pays font appel à des organisations multilatérales comme les Nations Unies ou l'Union africaine pour bénéficier de connaissances techniques et/ou un soutien financier. Le DCAF fournit à ces organisations un appui en matière de politiques et de recherche, des conseils sur les programmes, et des formations pour les aider à développer leurs propres compétences en matière de GSS/RSS et à devenir des partenaires plus efficaces dans le processus de réforme.

Nous travaillons également à la réussite d'initiatives multilatérales mondiales en faveur de la paix et la sécurité, à l'image du Nouvel Agenda pour la paix, de l'appel du Secrétaire général des Nations Unies en faveur d'un renforcement des mesures de sécurité collective, et du Programme pour les femmes, la paix et la sécurité, qui vise à une participation pleine et égale des femmes aux processus de paix, à la consolidation de la paix et à la prévention des conflits. La paix et la sécurité sont deux piliers essentiels du développement durable. Sans développement durable, la paix et la sécurité risquent d'être compromises. Il est donc crucial que la bonne gouvernance en matière de sécurité joue un rôle déterminant dans la réussite du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de ses Objectifs de développement durable, lesquels servent à la fois de feuille de route et d'appel à l'action en faveur de la paix et de la prospérité pour les populations et la planète.

L'ESSENTIEL

En 2022, l'**Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)** a bénéficié de l'expertise de nos spécialistes pour mettre à jour ses directives internes relatives à la gouvernance et la réforme du secteur de la sécurité (GSS/RSS). Ces directives visent à garantir la cohérence et la coordination des initiatives de réforme menées dans toute l'organisation. Nous avons noué des liens durables avec l'OSCE, le DCAF ayant joué un rôle clé dans l'élaboration des premières directives et dans la création et le développement d'un réseau interne de correspondants chargés d'appuyer leur mise en œuvre.

Gâce aux efforts conjoints du DCAF, de la Suisse, du Canada, du Costa Rica et du Comité international de la Croix-Rouge, le Document de Montreux a été explicitement reconnu dans une résolution de l'Assemblée générale de l'**Organisation des États américains**. Cette résolution sur la sécurité de l'hémisphère prévoit une intensification des efforts visant à faire connaître le Document de Montreux et à encourager les États membres à y adhérer. Il s'agit d'une étape importante dans la reconnaissance des obligations juridiques internationales des États concernant les activités des Sociétés militaires et de sécurité privées.

Forts de notre collaboration de longue date avec l'Union africaine (UA) en matière de renforcement de la capacité de ses États membres à planifier et mettre en œuvre des politiques sur la GSS/RSS, nous avons organisé un atelier de formation destiné à de hauts fonctionnaires à des postes clés dans les processus de réforme nationaux. Nous avons également aidé aux préparatifs du 3^{ème} Forum africain sur la réforme du secteur de la sécurité de l'UA, en organisant notamment une séance de partage des connaissances axée sur le rôle des forces de défense et de sécurité dans la prévention de l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest.

Comme indiqué dans le troisième rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur la RSS, la participation et le partenariat avec le DCAF jouent un rôle déterminant dans la promotion de la nouvelle vision des Nations Unies en matière de RSS et de gouvernance.

Daniël Prins

Chef de l'Unité de RSS
Bureau de l'État de droit et des institutions chargées de la sécurité
Département des opérations de paix des Nations Unies

En 2022, le Secrétaire général des Nations Unies a publié son rapport intitulé *Renforcement de la réforme du secteur de la sécurité*. Dans ce document, il met en lumière les enseignements tirés de l'expérience et expose sa vision des mesures à prendre pour adapter le soutien de l'ONU en matière de RSS/GSS aux exigences, défis et opportunités actuels. Forts de nombreuses années passées à soutenir l'ONU dans ses travaux sur la réforme du secteur de la sécurité, nous avons contribué à ce rapport au moyen d'avis techniques. Nous avons également participé à un examen indépendant des réformes mises en œuvre dans le cadre d'opérations de maintien de la paix de l'ONU. Dans le rapport final, le DCAF se distingue en qualité d'unique organisation non-onusienne dont les ressources sont directement mentionnées.

Suite à une évaluation de ses programmes de formation, le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) a intégré plusieurs de nos recommandations dans ses lignes directrices actualisées pour la formation du personnel détaché en missions de gestion civile des crises par l'UE à travers le monde. Ces recommandations incluent notamment la mise en place d'unités mobiles de formation et d'une formation de base pour l'ensemble du personnel sur les éléments fondamentaux de la réforme du secteur de la sécurité, ainsi que la création d'un programme de formation spécifique sur la GSS/RSS pour les responsables de mission.

DOCUMENTS D'INFORMATION SUR LA RSS

Objectif de développement durable 16



RAPPROCHER POLITIQUE ET PRATIQUE SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE

Il est essentiel de lier la politique et la pratique sur la scène internationale en matière de réforme du secteur de la sécurité, ainsi que d'autres initiatives visant à établir des institutions responsables et efficaces et à promouvoir la paix durable. Les politiques internationales peuvent offrir une plateforme précieuse pour donner de la crédibilité et de la visibilité aux processus de réforme nationaux en cours.

Le DCAF considère donc comme prioritaire l'établissement de liens et le partage d'informations au niveau international. Nous proposons des études comparatives, basées sur une approche empirique et axées sur les politiques, pour permettre aux cadres politiques internationaux de mieux comprendre la complexité des processus de réforme et de gouvernance du secteur de la sécurité, et ainsi de contribuer de manière significative à la réalisation de la paix et du développement durable dans les pays concernés.

En 2022, nous avons consacré une grande partie de nos efforts à soutenir l'Agenda pour une paix durable de l'ONU et à montrer comment la GSS/RSS peut fortement contribuer à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD), en particulier l'ODD 16 : Paix, justice et institutions efficaces. Nous avons également continué à soutenir l'ONU et la Banque mondiale dans l'élaboration de la toute première note d'orientation sur les liens entre la réforme du secteur de la sécurité et la prévention des conflits violents.

Forts de notre expérience de 20 ans en recherche et en opérations dans les processus de réforme nationaux partout dans le monde, nous communiquons également sur les enseignements tirés de l'expérience, les règles et les normes auprès de nombreuses instances internationales. En 2022, nous avons notamment participé à la Conférence de Belgrade sur la sécurité, à la Conférence de Berlin sur la sécurité climatique, au Forum international de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique, au Forum de la Banque mondiale sur la fragilité, au Forum mondial sur la justice, au Forum politique de haut niveau des Nations Unies sur le développement durable et au Forum de l'Union africaine sur la réforme du secteur de la sécurité.

Le DCAF étant basé à Genève, centre mondial de la gouvernance et de la coopération internationale, nous entretenons de nombreuses relations de longue date avec des organisations voisines. Nous sommes l'un des cinq membres fondateurs de la Plateforme de Genève pour la consolidation de la paix, un pôle de connaissances qui encourage les liens entre différentes institutions et secteurs pour faire progresser les initiatives de consolidation de la paix. Nous avons contribué à la rédaction du Livre blanc sur le rôle de l'environnement dans la consolidation de la paix, publié en 2022. Nous sommes également partenaires de la Semaine de la paix à Genève, une manifestation qui rassemble des citoyens et des experts pour partager des connaissances et renforcer les efforts collectifs en faveur de la paix.

Depuis 2012, nous travaillons en collaboration avec le Comité international de la Croix-Rouge afin de promouvoir des pratiques commerciales responsables et le respect des droits humains. En 2022, nous avons notamment aidé nos partenaires de la République démocratique du Congo à assister au Forum des Nations Unies sur les entreprises et les droits de l'homme et à participer à des tables rondes sur les droits humains dans l'industrie extractive en Afrique. Les experts du DCAF ont également soutenu le Groupe de travail intergouvernemental des Nations Unies sur les Sociétés militaires et de sécurité privées, et nous avons poursuivi notre coopération de longue date avec le groupe de travail de l'ONU sur les mercenaires.



De hauts fonctionnaires de nombreuses institutions et agences de l'Union européenne se sont réunis à l'occasion de l'édition 2022 des Journées du DCAF à Bruxelles pour une série de séances plénières sur les tendances et évolutions en matière de stratégie. Cette manifestation annuelle vise à apporter un soutien à l'UE dans le cadre de ses initiatives de GSS/RSS aux niveaux national, régional et mondial. Photo : DCAF

ACTEUR DE CHANGEMENT

DE LA THÉORIE À LA PRATIQUE

L'ambassadeur Michal Mlynár, bénéficie de près de 30 années d'expérience professionnelle en tant que diplomate et éducateur, et a servi la Slovaquie dans de multiples missions de haut niveau axées principalement sur les organisations internationales, la gouvernance du secteur de la sécurité, la coopération au développement, l'aide humanitaire et l'Afrique. Il tient lieu depuis plusieurs années de partenaire majeur du DCAF, notamment en qualité de Président du Groupe des partenaires internationaux du DCAF de 2011 à 2021.

Ses travaux sur l'élaboration de cadres politiques pour la GSS/RSS et le renforcement des capacités dans les organisations multilatérales a permis de rassembler des politiciens, des décideurs et des praticiens du monde entier. Son soutien et l'attention particulière qu'il porte à l'Union africaine ont permis d'améliorer le renforcement des capacités et la mise en œuvre des processus de GSS/RSS au sein de cette organisation intergouvernementale.



Lorsque les secteurs de la sécurité sont peu performants, il est difficile de rallier la confiance du citoyen, alors même qu'elle est indispensable à une prospérité et un bien-être durables.

Michal Mlynár

Ambassadeur
Représentant permanent de la République slovaque
auprès des Nations Unies à New York (2017-2023)

RESSOURCES ET GOUVERNANCE



Nos équipes



Addis-Abeba, Éthiopie



Bamako, Mali



Banjul, Gambie



Beyrouth, Liban



Belgrade, Serbie



Bruxelles, Belgique



Ljubljana, Slovénie



Niamey, Niger

*Le bureau du DCAF à Kiev est temporairement fermé.



Ramallah, Territoire palestinien occupé



Skopje, Macédoine du Nord



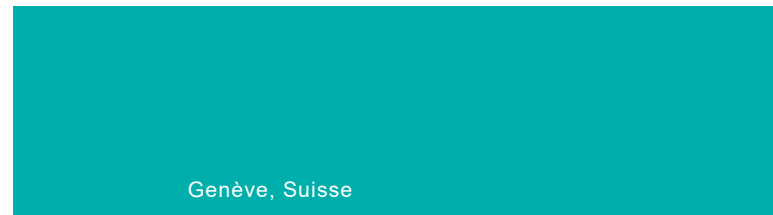
Tegucigalpa, Honduras



Tripoli, Libye



Tunis, Tunisie



Genève, Suisse



Notre culture organisationnelle

Le DCAF poursuit son engagement à devenir une organisation durable, tournée vers l'avenir, en favorisant un environnement inclusif et stimulant pour l'ensemble de ses collaborateurs. À cette fin, en 2022, nous avons investi dans trois domaines clés : le développement des compétences, l'égalité des genres et la viabilité environnementale.

Viabilité environnementale

Suite à l'évaluation de son empreinte carbone par des experts externes et à un vaste processus de consultation interne, le DCAF s'est engagé à réduire son empreinte carbone de 50% d'ici à 2030. Cet engagement s'aligne avec les objectifs de l'Accord de Paris et fait écho aux engagements pris par nombre de nos proches partenaires de la Genève internationale. Nous sommes fiers de cette résolution ambitieuse, qui changera notre façon de voyager, d'organiser des ateliers, d'acquérir des biens et des services, et même le type de nourriture que nous servons lors de nos événements. Nous sommes convaincus du bien-fondé de notre démarche et déterminés à inscrire notre organisation dans la durabilité et à nous montrer plus soucieux de l'environnement. Notre démarche est également indispensable pour renforcer notre crédibilité en tant que partenaire apportant son soutien à des organisations, des gouvernements et des institutions du secteur de la sécurité qui sont confrontés aux réalités du changement climatique et qui tentent de remédier à ses effets sur la sécurité humaine.

Développement des compétences

En ce qui concerne le développement des compétences, le DCAF a introduit une nouvelle politique globale pour favoriser le développement des compétences liées à ses 14 grands domaines de compétence. En outre, la création de la "DCAF Academy", une plateforme d'apprentissage sur mesure offrant une gamme toujours plus étendue de modules de formation en autonomie, est en cours.

Au cours de l'année écoulée, une formation spécialisée en recrutement et en gestion de projet a également été proposée, et des ateliers animés par des spécialistes en bien-être ont été organisés pour sensibiliser les employés et les cadres à l'importance du maintien d'un milieu de travail sain. Ces ateliers ont porté sur la santé mentale, la sécurité psychologique et les moyens de créer et de préserver un environnement de travail positif et respectueux.

Égalité des genres

En 2021, le DCAF avait réussi l'audit du gouvernement suisse sur l'équité salariale entre hommes et femmes pour son bureau de Genève. En 2022, nous avons franchi une nouvelle étape. Notre service Genre et sécurité a organisé une formation à l'intention de tout le personnel en poste à Genève sur la manière d'intégrer l'égalité des genres dans nos activités de planification et d'élaboration de projets. Une Évaluation organisationnelle externe sur le genre a également été réalisée pour déterminer dans quelle mesure le DCAF intègre l'égalité des genres dans ses politiques, ses pratiques et sa culture organisationnelle. Cette évaluation a révélé que le DCAF dispose d'une assise solide en la matière et a mis en évidence la ferme résolution de la direction à promouvoir l'égalité des genres dans l'ensemble de l'organisation. Elle était assortie de quelques recommandations qui nous permettront de progresser encore davantage dans la création d'un lieu de travail pleinement inclusif et respectueux de l'égalité des genres.

Finance

En raison de la crise du COVID-19, les activités sur le terrain ont été considérablement réduites en 2020. La reprise, amorcée en 2021, s'est confirmée en 2022 avec une croissance de 4 % du chiffre d'affaires du DCAF par rapport à 2021, soit de 31,6 millions de francs suisses à 32,8 millions de francs suisses. L'une des priorités du DCAF reste la diversification de la base de financement.

Des informations financières complètes, y compris le bilan, le compte de résultat, le tableau des flux de trésorerie et l'état des variations des fonds, sont disponibles dans les états financiers audités du DCAF et à l'adresse suivante : www.dcaf.ch

	2022	2021
Revenu	32 844 240	31 634 211
Dépenses d'exploitation	-32 235 304	-31 045 301
Résultat d'exploitation	608 936	588 910
Résultat financier net	-737 414	-328 766
Résultat hors exploitation	0	0
Résultat annuel avant variation des fonds organisationnels	-128 478	260 144
Variation des fonds dédiés	134 516	-249 647
Allocation aux fonds libres	6 038	10 497
Résultat de l'exercice	0	0

Le personnel en poste à Genève se forme aux meilleures pratiques pour intégrer l'égalité des genres dans toutes nos activités de planification et d'élaboration de projets. Photo : DCAF



Les revenus provenant des contributions



Total

CHF **32 844 240**

* Albanie, Autriche, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Conseil de l'Europe, Corée du Sud, Espagne, Folke Bernadotte Academy, Finlande, Hongrie, Konrad Adenauer Stiftung, Liechtenstein, Macédoine du Nord, Moldavie, Monténégro, OTAN, OIF, Pologne, Qatar, Roumanie, Serbie, Slovaquie, et Thomson Reuters Foundation.

Les frais de fonctionnement



Frais par secteur



Contrôle interne et gestion des risques

Le DCAF accorde la plus grande importance à la gestion des risques dans tous les domaines : stratégie, sûreté et sécurité, juridique et conformité légale, ressources humaines, fraude et corruption, gestion de l'information, finances et collecte de fonds. Le DCAF vise en permanence à améliorer son système de contrôle interne financier en élaborant des politiques et des procédures appropriées.

En tant que commissaire aux comptes, KPMG a vérifié les états financiers du DCAF - Centre pour la gouvernance du secteur de la sécurité – Genève -, constitués du bilan, du compte de résultat, du tableau de flux de trésorerie, du tableau de variation des fonds affectés et organisationnels ainsi que des notes, pour l'exercice clos le 31 décembre 2022.

KPMG reconnaît que les comptes annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 sont conformes à la loi suisse et au RPC suisse, ainsi qu'à l'acte de fondation et au règlement interne de la Fondation et donnent une image fidèle de la situation financière, du résultat des opérations et des flux de trésorerie, conformément aux normes Swiss GAAP RPC.

Conformément à l'art. 83b al. 3 CC en relation avec l'art. 728a al. 1 chiff. 3 CO et la Norme d'audit suisse 890, KPMG confirme qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des comptes annuels, défini selon les prescriptions du Conseil de fondation. Leurs conclusions sont les suivantes :

Exécution et résultats de l'audit	Nous avons l'intention de soumettre nos rapports sur les états financiers sans aucune réserve ni remarque. Nous recommandons que le rapport financier annuel soit soumis à la validation du conseil de fondation.
	Nous avons discuté de tous les problèmes et constats importants résultant de nos audits des états financiers annuels avec la direction.
	Sur la base des procédures que nous avons effectuées, nous concluons que l'organisation a pris des mesures pour se conformer aux dispositions de l'art. 113 par. 1a – e FMIO concernant la négociation de produits dérivés. Nous n'avons identifié aucun cas de non-conformité qui nécessiterait une communication au DCAF ou au Département fédéral suisse des finances.
Recommandations pour le système de contrôle interne (SCI)	Le SCI a été pris en compte dans notre planification de l'audit final. De plus, nous confirmons dans notre rapport d'audit l'existence du SCI sur la base des résultats de notre audit.
Erreurs identifiées	Au cours de notre audit, nous n'avons pas relevé d'inexactitudes.
Fraude et suspicion de fraude	Nous n'avons découvert aucune fraude suspectée ou réelle pendant l'audit.
Qualité de l'application du droit suisse et des Swiss GAAP RPC	Au cours de notre audit final, nous n'avons relevé aucun problème concernant la qualité de la comptabilité et de la présentation des états financiers selon les Swiss GAAP RPC.

Le Conseil de fondation

Le DCAF est une fondation suisse créée en 2000 à l'initiative du gouvernement suisse. Le Conseil de fondation en est l'organe suprême. En 2022, il comptait 54 membres représentant 51 États, plus le Canton de Genève. Il a pour Présidente Kirsi Henriksson (Finlande).



Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Arménie, Autriche, Biélorussie, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Canada, Canton de Genève, Chypre, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Espagne, Estonie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Honduras, Hongrie, Irlande, Italie, Kirghizistan, Liban, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Mali, Malte, Mexique, Moldavie, Mongolie, Monténégro, Niger, Norvège, Pologne, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni, Serbie, Slovaquie, Suède, Suisse, Tchèque, Tunisie, Ukraine.

Notre instance dirigeante, le Conseil de fondation, se réunit deux fois par an pour examiner et approuver notre stratégie, notre budget, nos activités et nos résultats. Photo : DCAF



Crédits photographiques

Page de couverture (dans le sens des aiguilles d'une montre, en partant du haut à droite) : Nada Harib pour DCAF / DCAF / DCAF / MaliniumPictures
p.1 (de gauche à droite) : DCAF / Peace Track Initiative / Mejreme Asllani, Doris Pasha, Oliver Risteski / UN Photo – Evan Schneider
p.8 : David Alvarado
p.15 : unsplash.com – Levi Meir Clancy
p.18 : Peace Track Initiative
p.19 : UN Photo – Rick Bajornas
p.26 (de haut en bas) : Mejreme Asllani / Doris Pasha / Oliver Risteski
p.40 : UN Photo – Evan Schneider
p. 2, 6, 11, 14, 23, 27, 30, 33, 37, 41, 42-43 : DCAF

Contributeurs

Dominic Collins
Julia Klever
Yury Korobovsky

Éditrices

Maritie Gaidon
Quade Hermann

Design

Nicola Dotti

DCAF, 2023

Vous pouvez librement copier et distribuer ce document à condition d'en mentionner la source et de ne pas l'utiliser à des fins commerciales.

Pour citer cette publication :

DCAF – Centre de Genève pour la gouvernance du secteur de la sécurité,
rapport annuel 2022.



Maison de la Paix

Chemin Eugène-Rigot 2E

CH-1202 Genève

Suisse

 +41 22 730 94 00

 info@dcaf.ch

 www.dcaf.ch

 [@DCAF_Geneva](https://twitter.com/DCAF_Geneva)

